

collaborer aux innovations



rapport financier **2009**

 **CLEMESSY**

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la Loi et aux Statuts, nous vous convoquons en Assemblée Générale Mixte pour soumettre à votre approbation les comptes consolidés du Groupe et comptes sociaux de CLEMESSY SA de l'exercice 2009 ainsi que pour vous rendre compte de l'activité de la société et de ses filiales au cours de cet exercice et vous présenter ses perspectives pour 2010. Nous tenons par ailleurs à votre disposition dans les délais légaux, l'ensemble des documents prévus par la Loi.

> Exposé sommaire de la situation du Groupe et de la société	4
> Rapport de gestion du Groupe	6
> Comptes consolidés.....	12
> Annexes aux comptes consolidés.....	18
> Rapport de gestion de CLEMESSY SA.....	28
> Tableau des résultats financiers de CLEMESSY SA.....	37
> Comptes sociaux de CLEMESSY SA.....	38
> Annexes aux comptes sociaux.....	43
> Liste des filiales et participations.....	50
> Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés.....	51
> Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels.....	52
> Projet de résolutions.....	53
> Organigramme financier du Groupe CLEMESSY au 31 décembre 2009.....	55
> Fonctions statutaires au 25 mars 2010.....	55

FAITS MARQUANTS AU NIVEAU DU GROUPE

L'exercice 2009 a été marqué par les principaux événements suivants :

- Les entrées de commandes enregistrées par le Groupe CLEMESSY au cours de l'exercice 2009 se sont élevées à 523,3 M€, en retrait de 302 M€ par rapport à l'exercice précédent qui intégrait le marché de base EDF centrales DOM / Corse. Le carnet de commandes consolidé à fin décembre 2009 se situe à 468,2 M€ contre 522,8 M€ au 31 décembre 2008 et représente près de dix mois d'activité.

- Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe CLEMESSY atteint en 2009, 552,6 M€ contre 603,4 M€ l'année passée, soit une baisse de 50,8 M€. Sur les trois premiers trimestres de l'exercice, la production mensuelle a régulièrement été inférieure à 50 M€ pour se redresser au dernier trimestre 2009 et retrouver ses niveaux de 2008. Sur le dernier trimestre, 153 M€ ont été produits.

- Le chiffre d'affaires export ressort à 69,5 M€ en retrait de 14,9 % par rapport à l'année précédente (81,7 M€). Parmi les principaux pays contributeurs à l'export, on retrouve : le Sénégal, la Guinée Equatoriale, l'Allemagne, la Tunisie, la Belgique, le Laos, la Mauritanie, l'Algérie et le Bénin. La part du chiffre d'affaires export dans le chiffre d'affaires du Groupe CLEMESSY reste relativement stable par rapport à l'exercice précédent.

- En 2009, le Groupe CLEMESSY est resté très vigilant sur l'évolution du cours des matières et notamment du cuivre et de l'aluminium. Il a été conduit à prendre des couvertures matières sur certains projets significatifs.

- La production de l'exercice 2009 a été réalisée sans affaires très significatives et notamment sans que l'affaire EDF DOM / Corse, dont la réalisation a commencé en 2009, n'ait un réel impact (2 % de la production 2009). La proportion des grands projets dans la production annuelle est comparable à celle de 2008.

- La somme des résultats d'exploitation du Groupe CLEMESSY passe de 15,2 M€ en 2008 à 12,5 M€ en 2009. En termes de périmètre de consolidation, le résultat opérationnel 2009 ressort à 11,4 M€, en retrait de 3 M€ par rapport à l'exercice précédent qui intégrait un profit non récurrent de 4,2 M€. Le maintien du résultat opérationnel à ce niveau en cette période de crise économique valide le bon positionnement stratégique du Groupe CLEMESSY, sa faculté de résistance dans un environnement économique adverse et celle à poursuivre une politique de conquête de nouveaux marchés.

- Le résultat net consolidé du Groupe à fin décembre 2009 est de 16 M€. La situation bénéficiaire du Groupe et les perspectives favorables ont conduit à une ré-estimation de la situation fiscale différée qui se traduit par un produit d'impôt non récurrent de 8,1 M€ sur l'exercice 2009.

- Les capitaux propres consolidés du Groupe ressortent à

51,8 M€, en progression de 14,6 M€ par rapport à la situation au 31 décembre 2008.

- En ce qui concerne l'endettement financier net, le Groupe est en position prêteuse de 70,7 M€, soit une progression de plus de 13 M€ pour la deuxième année consécutive. Cette évolution est d'autant plus remarquable qu'elle intègre d'une part le versement d'un dividende de 5,8 M€ (en progression de 29 % par rapport à 2008) et d'autre part l'impact défavorable de la loi LME estimé à un montant proche de 25 M€ pour le Groupe. Ces chiffres confirment le renforcement de la solidité financière du Groupe CLEMESSY.

- Au cours de l'exercice 2009, le Groupe CLEMESSY, évoluant dans un environnement économique particulièrement difficile, a dû redoubler d'effort pour limiter les pertes des activités en difficulté depuis plusieurs exercices et pour améliorer sa rentabilité. Il a également continué sa politique de renforcement de ses axes prioritaires.

- Les effectifs du Groupe CLEMESSY à fin décembre 2009 s'élèvent à 5027 collaborateurs (inférieurs de 146 salariés par rapport à décembre 2008).

- La politique de formation du Groupe CLEMESSY s'est poursuivie et renforcée. Plus de 2100 stagiaires sont formés par an, dont 1000 via l'Institut Des Métiers (IDM), centre de formation interne, notamment pour accompagner le personnel des activités de CLEMESSY en retrait actuellement (automobile, proximité...) vers les activités en manque de personnel (énergie, nucléaire...). Cette politique sera poursuivie dans le futur.

- Une situation financière en progression importante sur 2009 et un carnet de commandes aux marges préservées au 1^{er} janvier 2010 doivent permettre au Groupe CLEMESSY d'aborder confiant le nouvel exercice tout en restant vigilant, 2010 s'annonçant encore comme une année de crise économique. Des opérations de croissance externe tant en France qu'à l'international ainsi qu'une ouverture accrue sur les marchés à l'export sont indispensables au Groupe CLEMESSY pour asseoir l'année 2010, assurer son devenir et son développement futur.

- Après plus d'un an de cohabitation entre FORCLUM et CLEMESSY au sein du Pôle Energie d'EIFFAGE, année passée à se découvrir et se connaître, 2010 doit être celle de la mise en place d'une réelle politique Groupe et ce dans le respect des métiers et des compétences de chacune des deux branches.

FAITS MARQUANTS AU NIVEAU DE CLEMESSY SA

- Après une année 2008 exceptionnelle en termes d'entrées de commandes, l'année 2009 a été plus difficile pour CLEMESSY SA, principalement du fait de la conjoncture économique. Cependant CLEMESSY SA a continué de remporter des succès commerciaux importants sans obérer ses marges actuelles et futures, gages de la confiance de ses clients et du savoir-faire de ses équipes.

- Le carnet de commandes se monte en fin d'année 2009 à 375,6 M€ de chiffre d'affaires (contre 411,9 M€ au 31 décembre 2008) représentant plus de 11 mois d'activité dont une partie de la production va s'étaler jusqu'en 2012.

- En termes de réalisation de chantiers, l'année 2009 a été conforme aux attentes avec des taux de marge stables et ce malgré la crise. L'objectif de l'année 2010 doit être de conserver ce niveau de marge.

- Le résultat d'exploitation, augmenté de la quote-part sur opérations réalisées en commun, ressort à 15,4 M€ en baisse par rapport au dernier exercice (16,7 M€ en 2008 et 10,0 M€ en 2007).

- CLEMESSY SA a réalisé ses objectifs tels que fixés dans les budgets, permettant ainsi le déclenchement de l'intéressement.

- Le résultat net 2009 s'élève à 9,0 M€ contre 8,8 M€ en 2008 malgré la prise en compte de dépréciations de titres de filiales déficitaires, après calcul de la participation des salariés aux résultats de l'entreprise en 2009 et impôt sur les bénéfices.

- Après prise en compte d'un dividende de 5,8 M€ versé en 2009 au titre des résultats clos au 31 décembre 2008, les capitaux propres de l'exercice au 31 décembre 2009 s'élèvent à 49,2 M€ et l'endettement financier net ressort en position prêteuse de 74,2 M€.

1. ACTIVITÉS ET PERSPECTIVES 2010

1.1 PERSPECTIVES 2010 AU NIVEAU DU GROUPE CLEMESSY

Depuis maintenant plusieurs exercices, CLEMESSY dégage des résultats positifs, confirmant la pertinence de la stratégie du Groupe. Bien que le constat soit globalement positif, certaines entreprises du Groupe continuent d'avoir des difficultés et de présenter des comptes d'exploitation déficitaires. Des possibilités de gains d'efficacité et de rationalisation subsistent et figurent parmi les objectifs du Groupe pour l'exercice à venir. Bien qu'aucune acquisition n'ait été réalisée en 2008 et en 2009, des dossiers de croissances externes seront étudiés en 2010 avec la ferme volonté d'aboutir. Ces croissances reposeront tant sur le développement de nouvelles compétences que sur la conquête de nouveaux marchés en France et à l'international. Le chiffre d'affaires lié aux croissances externes prévu pour 2010 est ambitieux et supérieur à celui de l'an dernier étant donné le retard pris en la matière. La conjugaison de la croissance et de la rationalisation des organisations doit conduire à améliorer les ratios de gestion et en particulier le taux de résultat d'exploitation sur chiffre d'affaires.

L'année 2010 doit être pour CLEMESSY, au niveau du Groupe EIFFAGE, l'année de la mise en place de synergies réelles avec le Groupe quand cela est possible et d'un positionnement commercial affirmé tenant compte des métiers de CLEMESSY et de ses compétences reconnues par les clients.

1.2 CHIFFRE D'AFFAIRES ET ACTIVITÉ

Le chiffre d'affaires consolidé réalisé par le Groupe CLEMESSY au cours de l'exercice 2009 est de 552,6 M€ contre 603,4 M€ l'année passée (-8 %).

Il n'y a pas eu de croissance externe sur 2009, la baisse de l'activité est de 50,8 M€ à périmètre constant.

En termes de production et par comparaison avec l'année passée, les axes marchés qui ont connu une croissance marquée ont été :

- «L'Energie» auprès d'EDF, ECICO, STEG, GDF SUEZ ou encore SONELGAZ

- «Le Nucléaire» auprès d'EDF, CEA, AREVA

- «L'Aéronautique» auprès de DASSAULT, SAFRAN, EADS ou encore GOODRICH

- «Le Spatial» auprès du CNES, EADS, ARIANESPACE, SAFRAN ou encore THALES ALENIA SPACE.

«L'Energie», la «Chimie et Péโตรchimie», le «Nucléaire» et les «Services» restent des axes marchés qui représentent chacun, au minimum, près de 50 M€ de production sur l'exercice et dont la part relative progresse.

1.3 CARNET DE COMMANDES ET ENTRÉES DE COMMANDES

Le carnet de commandes total du Groupe CLEMESSY à fin décembre 2009 ressort à 468,2 M€ avec un taux de marge

sur coûts de production de 16,8 % contre 522,8 M€ à 12,1 % l'année passée.

Ce carnet de commandes, représentant presque 10 mois d'activité et dont une partie s'étalera jusqu'en 2012, doit permettre au Groupe de réaliser ses objectifs.

Au niveau de l'enregistrement des commandes, malgré le contexte difficile du marché, certains axes marchés ont connu une stabilisation voire une croissance en volume par rapport à l'année passée notamment «le Spatial» (+11,1 M€), «les Télécommunications» (+0,7 M€) et «la Parachimie et Pharmacie» (+0,6 M€).

Les principaux contrats signés sur l'exercice sont les suivants :

- Fin 2008, CLEMESSY a signé le marché EDF DOM / Corse consistant en la réalisation des installations électriques générales des nouvelles centrales Diesel des Départements d'Outre-Mer. Une réussite historique pour le Groupe puisqu'il s'agit du plus gros contrat jamais signé. Le marché de base est de l'ordre de 150 M€. Tout au long de l'année 2009, des commandes supplémentaires ont été signées dans le cadre de ce marché permettant de porter à fin décembre 2009 le montant total du marché à plus de 182 M€.

- CLEMESSY MNO (MAINE-NORMANDIE) Grands Projets a signé avec OTV France Ouest le marché de réalisation de la station d'épuration de TOUQUES.

- SECAUTO a signé un contrat pour des analyseurs avec TOTAL Donges.

- CLEMESSY AST (Aéronautique Spatial Transport) a remporté un contrat de maintenance avec ASTRIUM SAS. L'activité consiste à mettre en œuvre et à maintenir les moyens d'essais et d'intégration du véhicule spatial ATV (Automatic Transfert Vehicule). Ce véhicule, complètement automatique et deuxième de la série, va assurer le fret entre la Terre et la Station Spatiale Internationale (ISS). ASTRIUM Space Transportation de Brême en Allemagne nous a confié cette activité pour une durée de 5 ans.

- La Direction Régionale de l'Équipement Ile de France a confié à CLEMESSY AST (Aéronautique Spatial Transport) le marché de la rénovation du tunnel de Champigny. Ce marché a pour objet la réalisation de la mise aux normes de sécurité du tunnel constitué de 2 tubes de 3 voies chacun.

- CLEMESSY MNO (MAINE-NORMANDIE) a obtenu le marché d'étude et de réalisation de deux machines permettant le contrôle de la qualité des boîtes de vitesses automatiques pour SHANGAI GENERAL MOTORS. Ces machines complexes permettront de contrôler l'étanchéité des carters d'embrayage et des carters de mécanisme.

- CLEMESSY LYON a remporté auprès du client STORENGY le marché d'installation «Instrumentation Global 1» devant se dérouler du 04 janvier 2010 au 30 novembre 2011.

Le site STORENGY Tersanne est situé dans le département de la Drôme (26), sur l'axe de transit Nord-Sud du gaz naturel géré par GRTgaz. Le stockage est réalisé dans 13 cavités salines à 1 400 m de profondeur et a un rôle de régulation saisonnière. Dans le cadre du renforcement des réseaux de GDF SUEZ, et en cohérence avec le développement de l'interconnexion de Saint Avit et des nouveaux stockages de Hauterives, le site est complètement rénové. Cette phase correspond aux travaux sur les 2 puits situés sur le site, à la mise en place de nouveaux comptages et systèmes d'analyse, et à l'installation d'une partie du nouveau système de contrôle commande. Les études et les travaux se dérouleront sur 2 ans et permettront, à terme, de piloter ces installations depuis une nouvelle salle de contrôle.

- RMT Kehl a remporté plusieurs marchés en Guinée Equatoriale : l'éclairage de l'autoroute de Bata, l'augmentation de la puissance de la ville d'Ebebiyin et la réhabilitation de la présidence de Bata. Les prestations pour l'éclairage de l'autoroute de Bata consistent dans les études, l'approvisionnement, la réalisation, la mise en service, les techniques mises en œuvre, l'éclairage public et le poste MT/BT. Les équipements principaux sont 350 mâts d'éclairage public, 18 km de câble d'alimentation souterrain pour éclairage public, 6 postes MT/BT de distribution, 12 cellules interrupteurs A/D 24 kV, 6 cellules de protection transformateur, 6 transformateurs abaisseurs 20/0,4 kV 250 kVA, 6 tableaux BT 400 A.

- CLEMESSY NUCLEAIRE va réaliser pour EDF CIPN MARSEILLE la détection incendie de type multiponctuelle avec système aspirant dans les armoires électriques des centrales nucléaires sur 7 sites nucléaires. Les études représentent 1 700 heures, la production 7 300 heures et l'encadrement 2 200 heures.

- CLEMESSY NUCLEAIRE a remporté le marché des installations électriques de surveillance du site de Flamanville 3, la centrale nouvelle génération. Ce marché comporte l'ensemble des équipements de vidéosurveillance, contrôle d'accès et sécurité du site.

- CLEMESSY REIMS-ORLEANS, dans le cadre d'un marché signé avec AUCHAN, réalise le réaménagement de l'hypermarché du Pontet, soit plus de 50 000 heures d'études et de travaux effectuées dans le magasin en exploitation (60 % réalisés de nuit) : équipements de courants forts (poste, TGBT, transformateurs et distribution générale).

- CARAIBES ENERGIE a confié à CLEMESSY ENERGIE la réalisation des installations électriques de sa nouvelle unité de 38 MW sur le territoire de la commune du Moule (Ile de la Guadeloupe) à proximité de la centrale bagasse/charbon existante de la Compagnie Thermique du Moule (CTM). Le projet permettra la production d'une quantité maximale d'électricité sur le réseau EDF à partir de charbon. CLEMESSY ENERGIE réalise les études, la fourniture, le transport, le montage et la mise en service de l'ensemble du lot Installation Electrique Générale (IEG). Les délais du contrat ont nécessité la mise en œuvre de moyens exceptionnels pour une livraison des

premiers équipements à fin novembre 2009 et une mise en service fin décembre 2010.

- RMT s'est vu confier par SOMELEC en Mauritanie l'extension de la Centrale Thermique de Nouakchott. Les prestations consistent dans les études, l'approvisionnement, la réalisation et la mise en service. Les équipements principaux sont la construction «clefs en mains» d'un bâtiment de services, de cellules et transformateurs de différentes puissances et de 13 km de câble.

- CLEMESSY NUCLEAIRE s'est vu confier par EDF, dans le cadre du contrat instrumentation, l'approvisionnement de capteurs de pression pour mise en conformité «requis de qualification sismique». Les installations concernées sont 4 sites nucléaires (paliers P4 et P4, 10 tranches de production). Le début des déploiements des sites se situe mi-2010 avec une date de fin des déploiements des sites prévue pour 2014.

- CLEMESSY SEA a décroché un marché avec RENAULT dont la commande concerne un Banc d'Ecoute de Bruit de Frein (BEBF) pour leur centre d'essais de Lardy. Le but du banc est de faire des essais de caractérisation de bruits de freinage sur véhicule en conditions climatiques. Les prestations sont les suivantes :

- rénovation complète du banc à rouleaux, rénovation de la chambre climatique-acoustique (température : + 5°C / + 45°C ; hygrométrie : 2 à 22 g/kg d'air sec)

- amélioration des performances acoustiques du banc.

- ASTRIUM SAS a confié à FONTANIE le marché courants forts et courants faibles du bâtiment X2 à Toulouse. Le nouveau bâtiment dit bâtiment X2 est dédié, comme le bâtiment X1 existant, à des activités de process associées à l'assemblage, l'intégration et les tests des instruments informatiques intégrés aux programmes spatiaux. Le nouveau bâtiment, d'une surface d'environ 6 400 m², doit être raccordé en énergie à l'une des deux sources de production actuelles du site.

La prestation de FONTANIE porte sur la réalisation des lots courants forts et faibles de ce bâtiment, représentant 2 000 KVA de puissance installée, 16 tableaux et coffrets électriques, plus de 90 km de câble, plus de 2 500 ml de chemin de câble, 1 300 points lumineux, un système de gestion d'éclairage pour économie d'énergie, 1 100 points informatiques. Il s'agit d'un chantier s'étalant sur 16 mois et se décomposant en 17 000 heures de chantier y compris la conduite de travaux, 3 900 heures d'études et 2 000 heures de chef de projet.

- CLEMESSY NUCLEAIRE s'est vu confier par EDF UTO une commande qui permettra à ce dernier de renflouer leur stock de pièces de rechange pour les modules de régulation de vitesse pilotant les diesels de secours des paliers 1 300 et 1 400 MW.

- CLEMESSY AST (Aéronautique Spatial Transport) et TABELC ont signé un marché avec ARIANESPACE pour la réalisation de 98 câbles sol «ombilicaux satellite», de 3 coffrets de raccordements et de supports connecteurs, pour l'ensemble de lancement SOYOUZ en Guyane et à Baïkonour. Il s'agit

des liaisons entre le satellite et les équipements de contrôle / alimentations du client, le mât du lanceur et les équipements ainsi que les liaisons du satellite en salle blanche pour les essais de celui-ci. La date prévisionnelle de fin du projet se situe au mois de juin 2010.

- EDF a fait confiance à CLEMESSY LYON pour la réalisation de la rénovation du contrôle-commande de la centrale de La Coche (73). Cette centrale d'une capacité de 4x85 MW fonctionne en turbinage et en pompage. La prestation de CLEMESSY, sur une durée de 3 ans, consiste à déposer puis reprendre le contrôle-commande de chaque groupe et à changer les tableaux généraux basse tension (TGBT) de la centrale. Cette commande nécessitera 2 000 heures de chef de projet, 2 800 heures d'études électrotechniques, 1 700 heures d'études automatismes et 11 000 heures de chantier. La réalisation devrait se dérouler jusqu'à fin 2011.

- EIS s'est vu confier par AREVA TA le contrat de maintenance électrique des installations et des infrastructures du site de Cadarache (INBS PN) de 2009 à 2011 en groupement avec DALKIA. Le contrat comporte 2 types d'activités : d'une part les prestations forfaitaires récurrentes ou non récurrentes (essais ou contrôles périodiques, préparation et suivi des contrôles réglementaires, réalisation des opérations de maintenance préventive et corrective, travaux de montages électriques, raccordements spéciaux, travaux et interventions sur les réseaux électriques BT/TBT, travaux liés aux mises en place de réseaux informatiques et téléphoniques) et d'autre part les prestations complémentaires.

- SECAUTO a réalisé l'installation d'analyseurs d'eau de chaudières en Tunisie pour le compte de TUNISIAN INDIAN FERTILIZERS (TIFERT).

- CLEMESSY LYON s'est vu confier par le client SERL la réalisation d'un Centre de Gestion à Sainte Foy. Les travaux confiés sont répartis en 2 lots : Courants Forts et Courants Faibles. Les travaux ont débuté en mars 2009 et la livraison est prévue pour fin avril 2010. Le projet en quelques chiffres : surface du terrain 5 994 m², surface SHON du projet 6 570 m² (bâtiment R+2 sur 2 niveaux de sous-sol), effectif du personnel permanent : environ 100 personnes, capacité d'accueil pour les concours 1000 personnes. Réalisation CLEMESSY : 11 600 heures de chantier et 1 000 heures d'études.

- Dans le cadre d'un projet d'augmentation de sa productivité et de l'amélioration de la qualité de sa fabrication, SNECMA a confié à CLEMESSY MNO (MAINE-NORMANDIE) l'étude et la réalisation d'une ligne d'assemblage final pour le moteur CFM56 qui représente 85 % du marché civil mondial des turbo-réacteurs. Le projet a été porté par CLEMESSY MNO avec des prestations réalisées par SEH, GAME, CLEMESSY AST et EIFFAGE Construction.

Les objectifs principaux ciblés et parfaitement réalisés par CLEMESSY MNO et SEH dans ce projet sont :

- la diminution de 35 % des temps de montage
- la maîtrise du processus d'assemblage

- l'amélioration de l'ergonomie et de la sécurité
- la réalisation d'une vitrine technologique.

Sur une surface de 1 200 m², la ligne est constituée de 11 postes de travail avec élévateur, 23 chariots de préparation et d'assistance au montage, d'un ensemble de manutention aérienne, d'une structure portant l'ensemble, soit un poids total de 235 tonnes.

Le projet a nécessité la réalisation de 10 000 heures d'études et projet, 15 000 heures d'atelier et 7 000 heures de chantier.

- CLEMESSY AST (Aéronautique Spatial Transport) a renouvelé divers contrats de maintenance avec le CNES et ARIANESPACE en Guyane, et avec SODERN à Limeil Brevannes.

- CLEMESSY REIMS s'est vu confier par l'opérateur immobilier ALTAREA – COGEDIM la réalisation des courants forts et des courants faibles du centre commercial «Cour des Capucins» à Thionville et de son parking souterrain. Cet ensemble de 7 900 m² comprendra un supermarché, 2 moyennes surfaces, 35 boutiques, 4 cafés et restaurants, des logements, des bureaux et un hôtel.

1.4 RENTABILITÉ OPÉRATIONNELLE

Au niveau du Groupe, les taux de marge sur affaires ont légèrement diminué de 0,3 % entre 2008 et 2009.

Le chiffre d'affaires reconnu à hauteur des coûts engagés sur les projets inférieurs à 60 K€ a légèrement diminué au cours de l'année 2009. Il en résulte un dégagement de marge de l'ordre de 0,7 M€ au cours de l'exercice.

En conclusion, le résultat opérationnel consolidé du Groupe ressort à 11,4 M€. Ce bon résultat est le fruit du ciblage de nos affaires, de la recherche continue de l'optimisation de nos marges plus particulièrement dans les structures en difficulté, et de l'amélioration de la réalisation des chantiers tant en France qu'à l'export.

1.5 RÉSULTAT NET

Le résultat net s'inscrit à 16 M€ contre 13,7 M€ l'année précédente.

La situation bénéficiaire du Groupe CLEMESSY et les perspectives favorables ont conduit à une ré-estimation de la situation fiscale différée qui se traduit par un produit d'impôt non récurrent de 8,1 M€ sur l'exercice 2009.

1.6 TRÉSORERIE

L'introduction de la loi LME en 2009, qui modifie le délai convenu entre les parties pour régler leurs factures, celui-ci ne pouvant dépasser quarante-cinq jours fin de mois ou soixante jours à compter de la date d'émission de la facture, a conduit le Groupe CLEMESSY à modifier ses conditions générales de ventes afin de respecter les dispositions précitées.

Les dispositions de cette loi ont impacté la trésorerie du Groupe.

L'estimation faite des conséquences liées à l'application de la loi LME se monte à 25 M€ sur 2009, les délais de règlements des fournisseurs ayant été réduits de 22 jours sur un an alors que ceux des clients ne l'étaient que de 11.

Cependant, la trésorerie nette consolidée, excédentaire à fin décembre 2008 de +61,8 M€, augmente encore pour atteindre +74 M€ à fin décembre 2009.

Le Groupe CLEMESSY n'a recours à aucun instrument de trésorerie court terme de type escompte, Daily ou factoring.

1.7 ÉLÉMENTS DE BILAN

Le total du bilan consolidé est de 375 M€ contre 407 M€ l'année passée.

Les principales évolutions des postes d'actif sont les suivantes :

- les écarts d'acquisition restent stables
- les immobilisations incorporelles demeurent stables
- les immobilisations corporelles sont en augmentation du fait des travaux de rénovation en cours dans les locaux utilisés par la société EMCS (Mulhouse), des travaux de réaménagement réalisés dans le bâtiment C3 de CLEMESSY SA (Mulhouse), chez EIS (St Paul lez Durance) et chez SECAUTO (Martignes)
- les immobilisations financières sont stables sur 2009
- les impôts différés actifs ont fortement augmenté en 2009 suite à la situation bénéficiaire du Groupe et des perspectives favorables qui ont conduit à une reconnaissance plus large des impôts différés actifs
- la somme des stocks et encours, créances clients et autres créances diminue de 18 % du fait de la double conjonction de la baisse du chiffre d'affaires et de l'encaissement d'acomptes clients importants.

Le Besoin en Fonds de Roulement reste encore fortement négatif sur 2009 (dégagement) et s'améliore encore du fait que l'actif à court terme diminue de manière beaucoup plus importante que le passif à court terme.

Au passif, on note les éléments suivants :

- les capitaux propres consolidés de 51,8 M€ à fin 2009, suffisants au regard du volume d'activité, sont en progression de +39 % en 2009 contre +22,6 % en 2008. On rappellera qu'en 2009 CLEMESSY a versé à son nouvel actionnaire 5,8 M€ de dividendes, montant en forte augmentation (+29 %) par rapport aux années précédentes
- les provisions pour risques et charges (CT + LT) sont en légère baisse -1,7 M€ (-4,3 %)
- en terme d'endettement financier net, le Groupe CLEMESSY termine l'exercice en position prêteuse de 70,7 M€. Le passage de la position de trésorerie à l'endettement financier net figure en note 11 de l'annexe aux comptes consolidés.

1.8 LA R&D DANS LE GROUPE CLEMESSY

Le Groupe CLEMESSY a la volonté de se rapprocher des process de ses clients, de soutenir la croissance du chiffre d'affaires et d'améliorer sa pertinence sur le marché. Il s'est ainsi attaché à développer ses offres par des travaux de R&D internes, en s'impliquant également fortement dans les pôles de compétitivité et les projets collaboratifs.

CLEMESSY s'est vu renouveler l'agrément du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche en tant qu'organisme exécutant des travaux de recherche et de développement pour le compte de sociétés pour les années 2010 et 2011. Cet agrément permet à nos clients de bénéficier du CIR (Crédit d'Impôt Recherche) pour leurs travaux de recherche et développement confiés à CLEMESSY.

Dans le cadre de la création des pôles de compétitivité en France, CLEMESSY a choisi de s'impliquer dans les pôles suivants : Automobile, Aéronautique et Spatial et Maîtrise des technologies clés.

Les principaux travaux de R&D effectués sont :

> Pour CLEMESSY SA :

- CLEMESSY MAINE-NORMANDIE / AMQ a continué ses travaux sur la recherche automatique de défauts de boîtes de vitesse par contrôle vibratoire, en fin de cycle de production. Le développement est réalisé en impliquant la filiale DYNAE ainsi que l'IRSEEM.

- CLEMESSY AST a prolongé ses travaux dans l'élaboration d'outils permettant la simulation et le test d'équipements embarqués pour l'Automobile et l'Aéronautique. Le projet est labellisé par le pôle «Véhicule du Futur».

- CLEMESSY AST s'est également engagée dans un projet de développement dont la finalité est de valider un système de conduite coopératif entre usagers, véhicule et infrastructure, afin de proposer une route intelligente et sécurisée.

- CLEMESSY MECANIQUE a amélioré et standardisé le cœur de ses offres de bancs de contrôle de pièces de révolution et prismatique, en utilisant notamment des technologies ultrasons et pneumatiques.

- CLEMESSY OAT a co-développé une cellule robotisée de découpe de muscles bovins dans le cadre des pôles de compétitivité «InnoViandes» et «Q@LI-MED».

> Pour les filiales du Groupe CLEMESSY :

- SECAUTO, après avoir qualifié un analyseur de résidus soufrés hydrogènes (RSH) pour les Etats-Unis en 2008, travaille à ce jour sur la détection de l'acidité (TAN) dans les pétroles bruts.

- DYNAE a finalisé la réalisation d'un collecteur temporel de signaux vibratoires.

- DYNAE s'est également engagée dans un programme collaboratif de développement d'outils de maintenance prédictive des éoliennes avec plusieurs partenaires dont l'ADEME.

1.9 SÉCURISATION DES RÉSULTATS DÉGAGÉS

Le Groupe CLEMESSY a mis en place depuis plusieurs années un certain nombre de mesures destinées à sécuriser l'expression de résultat et la présentation des états financiers.

Les principales entités juridiques du Groupe CLEMESSY bénéficient d'un système commun d'information et de gestion permettant d'homogénéiser les outils, les analyses, les procédures et les processus. Seules DYNAE, PLS et deux filiales étrangères dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1 M€ sont hors du Progiciel de Gestion Intégré commun au Groupe.

Sur la totalité du Groupe, les taux de facturation sur production et d'encaissement sur production sont analysés tous les mois. Au 31 décembre 2009, la facturation totale des projets est de 102,8 % de la production cumulée (contre 103,3 % l'année passée) et la somme des encaissements est de 93,8 % de la production cumulée (contre 91,3 % l'année passée).

Jusqu'au 31 décembre 2008, le Groupe CLEMESSY, filiale du Groupe VEOLIA, était soumis à la loi Sarbanes Oxley Act (Sections 302 et 404) et avait un référentiel de contrôle interne permettant de donner une assurance raisonnable sur la fiabilité des informations financières transmises à l'actionnaire. Depuis l'appartenance du Groupe CLEMESSY au Groupe EIFFAGE, le suivi du dispositif de contrôle interne de CLEMESSY a été renforcé aux processus opérationnels. Une campagne de Pilotage de l'Environnement de Contrôle Interne a été menée par le nouvel actionnaire. Les chefs d'entreprises du Groupe CLEMESSY ont répondu à un questionnaire d'auto-évaluation du Contrôle Interne et ont été sensibilisés à la gestion des risques par la remise du Guide des Bonnes Pratiques d'EIFFAGE et la participation à un séminaire «Ethique et Déontologie».

Actuellement, les faiblesses du contrôle interne identifiées sont limitées et ne présentent pas de risques majeurs, ni pour la présentation des comptes, ni pour le respect des bonnes règles de gouvernance de l'entreprise.

Le Groupe exprime le chiffre d'affaires généré sur les projets inférieurs à 60 K€ à hauteur des coûts engagés. Cette méthode appliquée à de petites affaires de fonds de commerce dont la rotation est rapide permet de ne pas anticiper la reconnaissance du résultat.

Le Groupe CLEMESSY peut être amené à utiliser des contrats de couverture de prix de matières premières et des contrats de couverture de change.

2. INFORMATION SOCIALE AU NIVEAU DU GROUPE CLEMESSY

Les résultats 2009 ont permis le versement au niveau du Groupe CLEMESSY d'une participation et d'un intéressement d'un montant global de 4,3 M€.

En 2009, 8 accords salariaux ont été signés sur 17 sociétés au total (3 d'entre elles n'ont pas de représentation du personnel).

Outre les accords salariaux, les accords suivants ont été signés au cours de l'année 2009 :

- accord relatif à l'emploi des seniors dans 9 des 17 sociétés concernées. Les autres sociétés ont, quant à elles, élaboré un plan d'action
- accords relatifs à l'évolution et à la mise en conformité de la couverture sociale (GAME INGENIERIE et SEH)
- accord portant sur le regroupement des régimes de retraite complémentaire auprès de REUNICA - ARPEGE (GAME TRAVAUX, FLUIDES IT, COGELUB, DYNAE, EIS, RUAULT BARON et SECAUTO)
- avenant à l'accord ARTT sur la mise en place de la modulation au sein de SEH.

Les négociations qui ont été menées sur la dynamisation de la progression professionnelle dans les sociétés du Groupe CLEMESSY n'ont pas permis d'aboutir à la signature d'un accord. Des actions ont été engagées : 700 personnes identifiées font l'objet d'un suivi spécifique dans ce cadre.

En ce qui concerne l'emploi :

Les effectifs à fin décembre s'élèvent à 5027 collaborateurs (-146 par rapport à décembre 2008) et à 3540 pour CLEMESSY SA (+ 47 par rapport à décembre 2008, sachant qu'à compter du 1er janvier 2009, 15 collaborateurs de CATHALA ont été intégrés au sein de CLEMESSY SA et 64 collaborateurs de PETILLOT à compter du 1er mai 2009).

Le contexte de crise a amené CLEMESSY à ralentir le rythme des recrutements et à les limiter aux seuls postes stratégiques :

- 218 recrutements ont été réalisés en CDI (425 en 2008) dont 159 pour CLEMESSY SA (280 en 2008) .

Paradoxalement, cet environnement n'a pas réduit les difficultés à trouver les «bons profils».

CLEMESSY a donc maintenu ses efforts en matière de mobilité géographique et professionnelle (64 mobilités réussies), et des actions de communication tant internes qu'externes ont été développées :

- parution de 5 numéros d'«Opportunités», le journal des emplois du Groupe CLEMESSY, avec communication de plusieurs dizaines de postes ouverts

- participation à 22 salons de recrutement permettant de renforcer la notoriété du Groupe CLEMESSY.

95 jeunes en contrat d'alternance ont également été embauchés en septembre et octobre 2009 portant le total au sein du Groupe CLEMESSY au 31 décembre 2009 à 191 jeunes en formation par alternance (216, un an auparavant). A noter que le taux de réussite aux examens est proche de 90 %.

35 jeunes issus de quartiers dits «sensibles» (ZUS/CUCS) ont intégré le Groupe CLEMESSY sous différentes formes de contrats (CDI, CDD, alternance...).

L'année 2009 a permis d'intensifier de manière remarquable les prêts de personnel de longues durées : plus de 300 collaborateurs appartenant à des entreprises en sous-charge ont été affectés, pour des durées comprises entre plusieurs semaines et plusieurs mois, dans des entreprises en forte charge.

En ce qui concerne la formation :

Le Groupe CLEMESSY a consacré en 2009, 7,3 M€, soit 5 % de sa masse salariale à la formation professionnelle (dont 5,3 % de sa masse salariale pour CLEMESSY SA).

Au niveau du Groupe et hors formations sécurité, ce sont 2135 stagiaires qui sont allés en formation dont près de la moitié à des formations organisées par l'IDM (Institut Des Métiers).

Parmi les développements et actions majeures de l'IDM réalisés en 2009, on notera :

- création du parcours formation «projeteur électrotechnique» avec pour objectif de développer l'approche méthodologique et le management

- création de 5 nouveaux stages :
Etude en automatisme : la démarche méthodologique «actif» standard PSA
Electrotechnique appliquée aux chantiers : renfort de compétences
Détection incendie : appliquer le référentiel APSAD
Les systèmes de sécurité incendie – conception installation en ERP
Mise en œuvre des réseaux en haut débit à fibre optique – mesures

- 21 salariés ont suivi le parcours formation «conducteur de chantiers électriques» : 18 ont obtenu le CQPM «responsable d'une équipe autonome» et 3 passeront les épreuves en avril 2010

- 23 salariés ont suivi le parcours formation «chargé d'affaires» : 22 ont obtenu le CQPM «technicien commercial industriel» et 1 passera les épreuves en avril 2010

- 11 salariés ont suivi le parcours formation «projeteur ET» (ce parcours n'est pas certifié)

- 11 salariés ont terminé en mai 2009 le parcours «chef de projet», initié en 2008 : 10 d'entre eux ont obtenu le diplôme universitaire «chargé de projet»

- les 5 salariés ayant suivi le parcours qualifiant de technicien en courant faible ont réussi leurs examens

- 55 apprentis de la filière BAC Professionnel Electrotechnique ont été formés par l'IDM aux pratiques chantiers en conformité avec les standards en vigueur dans l'entreprise. A cette occasion, les maîtres d'apprentissage sont également venus à l'IDM et ont reçu «une boîte à outils» destinée à améliorer le pilotage des apprentis.

En ce qui concerne l'évolution des structures, la D.R.H. accompagne le Groupe dans les démarches de réorganisation ou modification du périmètre.

Au cours de l'année 2009, les évolutions de périmètres suivantes sont intervenues :

- intégration de CATHALA dans CLEMESSY SA (au 1er février 2009)
- intégration de PETILLOT dans CLEMESSY SA (au 1er mai 2009).

Bilan IFRS consolidé (en K€)

ACTIF					
	Notes	2009		2008	
		BRUT	AMORT. PROVISIONS	NET	
				NET	
Ecarts d'acquisition	(1)	3 861	0	3 861	3 861
Immobilisations incorporelles	(2)	12 915	12 124	791	839
Immobilisations corporelles	(3)	76 097	47 447	28 650	27 675
Immobilisations financières	(4) (5)	6 510	1 549	4 961	4 924
Titres mis en équivalence	(6)	636	0	636	598
Impôts différés actifs	(16)	12 680	0	12 680	5 714
ACTIF NON COURANT		112 699	61 120	51 579	43 611
Stocks et encours	(7)	17 591	557	17 034	17 366
Créances clients		213 046	7 881	205 165	256 670
Autres créances		21 949	253	21 696	23 279
Disponibilités	(11)	77 395	0	77 395	64 533
Charges constatées d'avance		1 734	0	1 734	1 662
ACTIF COURANT		331 715	8 691	323 024	363 510
TOTAL ACTIF	(18)	444 414	69 811	374 603	407 121

Bilan IFRS consolidé (en K€)

PASSIF			
	Notes	2009	2008
Capital	(8)	19 282	19 282
Réserves		16 404	4 261
Résultat de l'exercice		15 989	13 548
CAPITAUX PROPRES – PART DU GROUPE		51 675	37 091
INTERETS MINORITAIRES		134	127
CAPITAUX PROPRES		51 809	37 218
Provisions pour risques et charges – part à plus d'un an	(9)	17 919	25 438
Emprunts et dettes financières – part à plus d'un an	(11)	2 392	3 485
Autres dettes		0	1 521
Impôts différés passifs	(16)	2 552	3 148
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS		22 863	33 592
Provisions pour risques et charges – part à moins d'un an	(9)	19 908	14 104
Emprunts et dettes financières – part à moins d'un an	(11)	4 286	3 997
Dettes fournisseurs		83 578	115 130
Autres dettes		108 737	120 585
Produits constatés d'avance		83 422	82 495
TOTAL DES PASSIFS COURANTS		299 931	336 311
TOTAL PASSIF		374 603	407 121

Compte de résultat IFRS consolidé (en K€)

	Notes	2009	2008
Produit des activités opérationnelles	(18)	552 641	603 377
Autres produits de l'activité		1 582	1 498
Achats consommés		-133 619	-158 324
Charges de personnel		-233 715	-232 485
Charges externes		-164 802	-187 568
Impôts et taxes		-6 736	-7 032
Dotations aux amortissements		-5 094	-4 955
Dotations aux provisions (nettes de reprises)		-508	-2 443
Variation des stocks de produits en-cours et de produits finis		835	2 783
Autres produits et charges d'exploitation		318	101
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		10 904	14 952
Autres produits et charges opérationnels		541	-490
RESULTAT OPERATIONNEL	(18)	11 444	14 462
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		2 332	2 543
Coût de l'endettement financier brut		-889	-598
Coût de l'endettement financier net		1 444	1 945
Autres produits et charges financiers		-1 534	-2 162
RESULTAT FINANCIER	(23)	-91	-216
Quote-part du résultat des entreprises associées		196	139
Impôt sur le résultat	(13) (14)	4 431	-687
RESULTAT NET		15 982	13 698
	Part du Groupe	15 989	13 548
	Intérêts minoritaires	-7	150

Etat des profits et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (en K€)

	2009	2008
Résultat de la période	15 982	13 698
Effet des variations de juste valeur des couvertures des flux de trésorerie (voir note 21)	1 777	-1 259
Ecart actuariels sur engagements de retraite (voir note 10)	3 124	-1 203
Effet des écarts de change résultant des activités à l'étranger et autres écarts	15	29
Charge nette d'impôt sur le résultat comptabilisée directement en capitaux propres	-489	268
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	4 427	-2 165
Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période	20 409	11 533
	Part du Groupe	20 402
	Intérêts minoritaires	7

Tableau de variation des capitaux propres IFRS consolidé (en K€)

	Capital	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Capitaux Propres - Part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
Capitaux Propres IFRS au 31/12/2007	19 282	2 125	8 853	30 260	-22	30 238
Affectation résultat exercice 2007		4 300	-4 300	0		0
Distribution de dividendes			-4 553	-4 553		-4 553
Résultat de l'exercice 2008			13 548	13 548	150	13 698
Profits et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		-2 164		-2 164	-1	-2 165
Capitaux Propres IFRS au 31/12/2008	19 282	4 261	13 548	37 091	127	37 218
Affectation résultat exercice 2008		7 730	-7 730	0		0
Distribution de dividendes			-5 818	-5 818		-5 818
Résultat de l'exercice 2009			15 989	15 989	-7	15 982
Profits et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		4 413		4 413	14	4 427
Capitaux Propres IFRS au 31/12/2009	19 282	16 404	15 989	51 675	134	51 809

Tableau de variation de trésorerie IFRS consolidé (en K€)

	2009	2008
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	61 804	49 983
Incidence des variations de cours des devises	13	0
Trésorerie d'ouverture corrigée (A)	61 817	49 983
Résultat net	15 982	13 698
Incidence nette des sociétés mises en équivalence	-37	45
Dotations nettes aux amortissements et provisions	6 371	7 996
Autres retraitements sans effet sur la trésorerie	-436	644
Résultat sur cessions	31	-6
Autofinancement	21 911	22 377
Produits des Ressources Financières Nettes	-1 668	-1 743
Produits financiers reçus	1 668	1 743
Charge ou produit d'impôt sur le résultat	-4 431	687
Impôt sur le résultat payé	-2 367	-1 494
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	10 312	5 365
<i>Stocks</i>	332	-3 584
<i>Créances d'exploitation</i>	50 726	-25 089
<i>Dettes d'exploitation</i>	-34 526	28 390
<i>Autres créances et dettes</i>	-6 220	5 648
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (B)	25 425	26 935
Immobilisations incorporelles	-420	-192
Immobilisations corporelles	-6 177	-9 347
Immobilisations financières	-345	-1 603
Total des acquisitions d'immobilisations	-6 942	-11 142
Cessions d'immobilisations	112	870
Trésorerie des entités acquises	-19	-224
Flux net de trésorerie lié aux activités d'investissement (C)	-6 849	-10 496
Dividendes versés aux actionnaires	-5 818	-4 553
Remboursement d'emprunts	-585	-65
Emission d'emprunts	45	0
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (D)	-6 358	-4 618
Variation de trésorerie (B + C + D)	12 217	11 821
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture (A + B + C + D)	74 034	61 804
Emprunts et dettes financières – part à plus d'un an à la clôture	-2 392	-3 485
Emprunts et dettes financières – part à moins d'un an à la clôture	-924	-1 268
Ressources Financières Nettes de clôture (Voir Note 11)	70 717	57 051

1. PÉRIMÈTRE ET MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Conformément au règlement Européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002 relatif à l'application des normes comptables internationales IAS/IFRS, les états financiers consolidés publiés au titre de l'exercice 2009 sont établis suivant les normes comptables internationales édictées par l'IASB (International Accounting Standards Board). Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards) et les IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations.

Consolidation

Les méthodes de consolidation utilisées sont :

- soit l'intégration globale,
- soit la mise en équivalence.

L'intégration globale

Elle se concrétise par l'intégration du montant total de chacun des postes du bilan et du compte de résultat de la société consolidée, en effectuant la distinction au niveau des réserves et du résultat consolidé entre la part du Groupe et la part des minoritaires. Sont intégrées globalement les sociétés sur lesquelles CLEMESSY SA exerce un contrôle exclusif.

La mise en équivalence

Elle consiste à substituer directement à la valeur comptable des titres détenus le montant de la quote-part des capitaux propres consolidés revenant à la société émettrice (y compris le résultat réalisé à la date de la consolidation).

Est mise en équivalence une société sur laquelle CLEMESSY SA exerce une influence notable.

En 2009 et 2008, seule la société CLEMESSY TELECOM SAS est consolidée par mise en équivalence.

Dates de clôture et durées des exercices comptables

Les comptes consolidés ont été établis d'après les bilans et comptes de résultats sociaux des sociétés concernées.

L'exercice social de toutes les sociétés consolidées s'échelonne du 1er janvier 2009 au 31 décembre 2009, soit une durée de 12 mois.

Société consolidante

Depuis le 16 décembre 2008, les comptes du Groupe CLEMESSY sont consolidés par intégration globale dans ceux de la société EIFFAGE sise 163 quai du docteur Dervaux – 92600 Asnières-sur-Seine.

Les comptes du Groupe CLEMESSY étaient consolidés par intégration globale dans ceux de la société DALKIA sise 37 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny – 59 350 Saint-André-lez-Lille jusqu'au 15 décembre 2008.

2. ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

2.1 MODIFICATION DE PÉRIMÈTRE

Le périmètre de consolidation du Groupe CLEMESSY a évolué en 2009 avec :

- La fusion de la société CATHALA SARL dans CLEMESSY SA.
- La fusion de la société PETILLOT SAS dans CLEMESSY SA.

2.2 INTÉGRATION GLOBALE

SOCIÉTÉ MÈRE

NOM	SIEGE	PAYS	N° SIREN
CLEMESSY SA	Mulhouse	France	945 752 137

FILIALES DE CLEMESSY SA, détenues en direct

NOM	SIEGE	PAYS	% INTERETS	N° SIREN
FONTANIE SAS	Toulouse	France	100	326 791 993
JAVEL SAS	Montpellier	France	99,99	775 756 620
EMCS SAS	Mulhouse	France	100	419 064 480
FRANCE RESEAUX SAS	Mulhouse	France	100	408 631 091
GAME INGENIERIE SAS	Ormoy	France	99,90	314 990 185
EIS SAS	St Paul lez Durance	France	100	421 197 963
RUAAULT BARON SAS	Lorient	France	100	329 441 166
CLEMESSY Industrie und Elektrotechnik GmbH	Kehl	Allemagne	100	
CLEMESSY Maroc SAS	Rabat	Maroc	95	
SEH SA	Chanteloup les Vignes	France	99,95	393 997 499
PLS SNC	Rezé	France	100	380 131 300

FILIALES DE GAME INGENIERIE SAS, détenues indirectement

NOM	SIEGE	PAYS	% INTERETS	N° SIREN
GAME TRAVAUX SA	Berre L'Étang	France	99,98	621 620 103
SECAUTO SAS	Martigues	France	100	318 634 813
DYNAE SA	Villefontaine	France	79,95	305 900 219
COGELUB SAS	Ormoy	France	100	312 033 566
GAME PYRENEES SAS	Mourenx	France	100	502 731 664
FLUIDES IT SAS	St Paul lez Durance	France	100	502 732 811

FILIALE DE EMCS SAS, détenue indirectement

NOM	SIEGE	PAYS	% INTERETS	N° SIREN
FDRS SAS	Dunkerque	France	100	479 607 954

FILIALE DE CLEMESSY I&E, détenue indirectement

NOM	SIEGE	PAYS	% INTERETS
RMT I&E GmbH	Kehl	Allemagne	100

2.3 MISE EN ÉQUIVALENCE

FILIALE DE CLEMESSY SA, détenue en direct

NOM	SIEGE	PAYS	% INTERETS	N° SIREN
CY TELECOM SAS	Mulhouse	France	49	353 917 404

3. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

3.1 RECOURS À DES ESTIMATIONS

Pour préparer les états financiers conformément aux IFRS, la Direction du Groupe CLEMESSY a procédé à des estimations et a fait des hypothèses, notamment concernant la méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires à l'avancement, les provisions pour pertes à terminaison et les retraites et l'évaluation des écarts d'acquisition et des actifs d'impôt différé, qui peuvent avoir une incidence sur les éléments d'actifs et de passifs ainsi que sur les montants présentés au titre des produits et des charges.

3.2 MÉTHODE DE RECONNAISSANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires sur contrats est exprimé selon la méthode de l'avancement des travaux. Cependant, compte tenu de la difficulté d'estimation des résultats à terminaison des chantiers de taille peu significative (inférieurs à 60 K€), le chiffre d'affaires appréhendé sur ces chantiers correspond aux coûts engagés. Les affaires qui paraissent devoir dégager une perte à terminaison font l'objet d'une provision.

Le degré d'avancement est mesuré par référence aux coûts exprimés en pourcentage du total des coûts estimés pour chaque contrat. Le coût des projets inclut les charges directes telles que la main-d'œuvre, les études, les matières, la sous-traitance et les frais de transport et une quote-part des frais indirects de production. Les travaux supplémentaires et les réclamations des clients ne sont pris en compte dans l'évaluation du résultat prévisionnel de l'affaire que lorsqu'ils font l'objet d'un engagement du client.

3.3 OPÉRATIONS FAITES EN COMMUN

Les comptes des sociétés en participation dont nous sommes gérants sont intégrés dans nos comptes par intégration proportionnelle.

Les résultats concernant les opérations réalisées dans le cadre de sociétés en participation dont nous ne sommes pas gérants figurent sous la rubrique du compte de résultat «Autres Produits et Charges d'exploitation».

Les résultats sont exprimés selon la méthode de l'avancement des travaux.

3.4 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont constituées pour l'essentiel de logiciels. Les principales durées d'utilisation sont les suivantes :

- Licences informatiques : 5 ans
- Autres logiciels : 1 à 5 ans

3.5 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les terrains, les bâtiments en pleine propriété ou en crédit-bail, et les équipements sont évalués à leur prix de revient d'origine. L'amortissement est calculé selon le mode linéaire.

Les principales durées d'utilisation sont les suivantes :

- Agencements et aménagements des terrains et constructions : 8 ans
- Constructions affectées aux opérations professionnelles : 20 ans
- Installations techniques, matériel et outillage industriels : 5 ans
- Matériel de transport : 5 ans
- Matériel et mobilier de bureau : 8 ans
- Matériel informatique : 4 ans

Les immobilisations implantées à l'étranger sont amorties linéairement en fonction de la durée du chantier, sur un minimum de deux ans.

3.6 IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Le prêt 1 % logement représente la majorité de ce poste et fait l'objet d'une actualisation. La rubrique est également constituée de titres de participation non consolidés, de dépôts et cautionnements et de divers actifs financiers.

Voir NOTE 4

3.7 ÉCARTS D'ACQUISITION

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition, majoré des coûts annexes, des titres des sociétés consolidées et la part du Groupe dans la juste valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis, conformément à IAS 36 «Dépréciations d'actifs». Ils font l'objet d'un test de perte de valeur lors de chaque clôture annuelle ou dès l'apparition d'indices de pertes de valeur tels que la baisse du chiffre d'affaires, de la rentabilité ou du carnet de commandes. Pour ce test, les écarts d'acquisition sont ventilés par Unités Génératrices de Trésorerie, qui correspondent à des ensembles homogènes générant conjointement des flux de trésorerie identifiées.

Voir NOTE 1

3.8 CRÉDIT-BAIL

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location financement, telles que définies par la norme IAS 17 «Contrats de location», sont présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements futurs ou la valeur de marché si elle est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers. Ces immobilisations sont amorties selon le mode et les durées d'utilité généralement observés dans le Groupe. L'opération de «lease-back» portant sur le bâtiment C2 de

CLEMESSY SA, réalisée en 1995, a été retraitée en étalant la plus-value dégagée à l'origine sur la durée du bail.

3.9 VALORISATION DES STOCKS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES

Les stocks de matières premières et fournitures sont évalués selon le coût moyen pondéré. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les matières et fournitures dont les possibilités d'écoulement se trouvent limitées ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation à concurrence de 50 % ou de 100 % de leur valeur comptable si aucun mouvement n'a été comptabilisé pendant l'exercice social ou depuis deux ans.

3.10 CRÉANCES

L'échéance des créances d'exploitation est majoritairement inférieure à un an. Toute créance client échue depuis plus d'un an est systématiquement provisionnée à 100 %.

Les provisions pour dépréciation des créances litigieuses figurent à l'actif, en diminution des créances.

3.11 IMPÔTS DIFFÉRÉS

Conformément à la norme IAS 12 «Impôts sur le résultat», des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales. Selon la méthode du report variable, les impôts différés sont calculés en appliquant le dernier taux d'impôt voté à la date de clôture et applicable à la période de reversement des différences. Conformément à la norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

La situation bénéficiaire du Groupe CLEMESSY et les perspectives favorables ont conduit à une reconnaissance plus large des impôts différés actifs.

Voir NOTES 13 à 17

3.12 INTÉGRATION FISCALE

En 2009, 15 des 18 filiales françaises du Groupe CLEMESSY sont devenues membres de l'intégration fiscale du Groupe EIFFAGE : CLEMESSY SA, JAVEL, FONTANIE, FRANCE RESEAUX, EMCS, FDRS, GAME INGENIERIE, GAME TRAVAUX, EIS, SECAUTO, RUAULT BARON, CY 002, COGELUB, FLUIDES IT et GAME PYRENEES.

La convention fiscale est celle de la neutralité au regard de la charge d'impôt : la société supporte et constate en comptabilité la seule charge d'impôts qui aurait été la sienne en l'absence d'intégration.

3.13 CONVERSION DES ÉTATS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

Les comptes des filiales consolidées à l'étranger sont établis en euros, à l'exception de CLEMESSY MAROC dont la devise

de fonctionnement est le dirham. A la date de clôture, les actifs et passifs de cette filiale sont convertis dans la monnaie de présentation du Groupe CLEMESSY au taux de change en vigueur au 31 décembre 2009 et le compte de résultat est converti au taux de change moyen pondéré pour l'année :

(1euro = xx dirham marocain)	Au 31/12/2009	Au 31/12/2008
Taux de change de clôture MAD Dirham marocain	11,333	11,259
Taux de change moyen MAD Dirham marocain	11,256	11,355

3.14 PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Les provisions réglementées à l'ouverture sont réintégrées dans les réserves consolidées. La variation de l'exercice est réintégrée au résultat. Il s'agit notamment des amortissements dérogatoires, de la provision pour investissement et de diverses autres provisions réglementées.

3.15 OPÉRATIONS D'ÉLIMINATIONS INTRA-GROUPE

Pour les sociétés intégrées globalement, les éliminations suivantes ont été effectuées :

- solde des comptes de bilan intra-groupe
- ventes et prestations diverses intra-groupe
- dividendes intra-groupe
- plus-values sur cessions d'éléments d'actif intra-groupe.

3.16 COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE

Une couverture de flux de trésorerie est une couverture de l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui est attribuable à un risque particulier associé à un actif ou à un passif comptabilisé ou à une transaction prévue hautement probable et qui peut affecter le résultat. Le profit ou la perte résultant des variations de juste valeur de l'instrument de couverture est comptabilisé directement en capitaux propres.

Voir NOTE 21

3.17 MÉTHODE DE CONVERSION DES CRÉANCES ET DETTES EN DEVICES

Les créances et dettes en monnaie étrangère sont converties et comptabilisées en euros sur la base du cours du jour de clôture.

Selon la norme IAS 21 «Effets des variations des cours des monnaies étrangères», le Groupe doit inscrire en résultat consolidé les écarts de conversion figurant dans les comptes et la provision pour perte de change latente doit alors être reprise.

3.18 INDEMNITÉS DE FIN DE CARRIÈRE ET RETRAITE COMPLÉMENTAIRE

Le Groupe CLEMESSY procède à la comptabilisation de ses engagements en matière de retraite et d'indemnité de départ pour l'ensemble de son personnel.

Cette évaluation tient compte des droits déterminés à la clôture de chaque exercice selon une méthode actuarielle prospective, qui tient compte du salaire de fin de carrière, de l'ancienneté du personnel et de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite.

Paramètres IFC	2008	2009
Taux d'actualisation	5,50 %	5,00 %
Taux d'inflation	2,20 %	2,00 %
Taux de progression des salaires	3,00 %	3,00 %
Age de départ à la retraite	Taux plein	63 ans

3.19 INSTRUMENTS FINANCIERS

La norme IFRS 7 «Instruments financiers : informations à fournir» impose de fournir des informations qualitatives et quantitatives sur l'exposition aux risques liés aux instruments financiers.

On distingue trois types de risques :

- le risque de crédit
- le risque de liquidité
- le risque de marché.

Le risque de crédit correspond au risque qu'une partie à un instrument financier manque à une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Au sein du Groupe CLEMESSY, ce risque provient essentiellement des créances clients.

Les clients du Groupe CLEMESSY sont majoritairement des sociétés réputées dans leurs secteurs d'activités respectifs et présentant une bonne structure financière. Pour les clients plus petits, une enquête de solvabilité est réalisée avant tout engagement. Le risque de crédit est donc considéré comme faible au sein du Groupe.

Voir NOTE 24

Le risque de liquidité correspond au risque que le Groupe éprouve des difficultés à honorer ses dettes lorsque celles-ci arriveront à échéance.

Le Groupe CLEMESSY est en situation prêteuse, en conséquence le Groupe n'est pas exposé au risque de liquidité.

Le risque de marché correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché. Ce risque inclut principalement :

- le risque de change
- le risque de taux d'intérêt.

Le risque de change correspond au risque découlant de la variation des cours des monnaies étrangères.

Le Groupe est faiblement exposé au risque de change puisque les filiales réalisent une faible part de leur chiffre d'affaires à l'exportation. Dans la plupart des cas, lorsque le chiffre d'affaires à l'international est réalisé par des filiales locales, la facturation et les dépenses sont libellées dans la devise du

pays où sont exécutés les travaux. Ponctuellement, certains contrats en devises traités par CLEMESSY SA font l'objet d'une couverture de change.

Voir NOTE 25

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque découlant de la variation des taux d'intérêts du marché.

Au 31 décembre 2009, le montant des dettes financières à taux variable est faible. En moyenne sur l'exercice, la partie des dettes financières à taux variable est sensiblement inférieure à la trésorerie disponible elle-même placée à taux variable.

Voir NOTE 26

4. AUTRES INFORMATIONS

Il n'y a pas d'évènements post-clôture.

5. NOTES SUR LE BILAN, LE COMPTE DE RÉSULTAT ET AUTRES INFORMATIONS

NOTE 1 : Ecart d'acquisition (en K€)

Au 31/12/2008

Sociétés	Ecart d'acquisition d'origine	Augm./Reclass.	Amortiss. Antérieurs	Dépréciations Exercice	Dépréciations Cumulées	Variations du périmètre de consolidation	Ecart d'acquisition nets
AUTOCY	0			-1 080	-1 080	1 080	0
FRANCE RESEAUX	12		-12		-12		0
EMCS	15						15
EIS	2 400						2 400
SECAUTO	1 000						1 000
DYNAE	177						177
COGELUB	269						269
TOTAL	3 873	0	-12	-1 080	-1 092	1 080	3 861

Au 31/12/2009

Sociétés	Ecarts d'acquisition d'origine	Augm./Reclass.	Amortiss. Antérieurs	Dépréciations Exercice	Dépréciations Cumulées	Variations du périmètre de consolidation	Ecarts d'acquisition nets
EMCS	15						15
EIS	2 400						2 400
SECAUTO	1 000						1 000
DYNAE	177						177
COGELUB	269						269
TOTAL	3 861	0	0	0	0	0	3 861

NOTE 2 : Immobilisations incorporelles (en K€)

Au 31/12/2008

Valeurs Brutes	Valeurs au 01/01/2008	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre de consolidation	Reclassements	Valeurs au 31/12/2008
Logiciels	12 380	192	-176	6	336	12 738
Autres immo. incorp.	25		-22		2	5
TOTAL	12 405	192	-198	6	338	12 743

Amortissements	Valeurs au 01/01/2008	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre de consolidation	Reclassements	Valeurs au 31/12/2008
Logiciels	11 544	533	-175	2		11 904
Autres immo. incorp.	22		-22			0
TOTAL	11 566	533	-197	2	0	11 904

Au 31/12/2009

Valeurs Brutes	Valeurs au 01/01/2009	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre de consolidation	Reclassements	Valeurs au 31/12/2009
Logiciels	12 738	419	-252	1	4	12 910
Autres immo. incorp.	5					5
TOTAL	12 743	419	-252	1	4	12 915

Amortissements	Valeurs au 01/01/2009	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre de consolidation	Reclassements	Valeurs au 31/12/2009
Logiciels	11 904	471	-252	1		12 124
Autres immo. incorp.	0					0
TOTAL	11 904	471	-252	1	0	12 124

NOTE 3 : Immobilisations corporelles (en K€)

Au 31/12/2008

Valeurs Brutes	Valeurs au 01/01/2008	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre de consolidation	Ecart de conversion	Reclassements	Valeurs au 31/12/2008
Terrains	2 367	866					3 233
Constructions	23 897	1 968	-134			547	26 278
Inst. Tech. Mat. Out.	18 015	1 094	-1 743	14		112	17 492
Autres immo. corp.	25 054	5 432	-1 979	205		-997	27 715
TOTAL	69 333	9 360	-3 856	219	0	-338	74 718

Amortissements	Valeurs au 01/01/2008	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre de consolidation	Reclassements	Valeurs au 31/12/2008
Terrains	427	19				446
Constructions	15 204	1 315	-135			16 384
Inst. Tech. Mat. Out.	14 625	1 263	-1 724	2		14 166
Autres immo. corp.	16 132	1 839	-1 940	16		16 047
TOTAL	46 388	4 436	-3 799	18	0	47 043

Au 31/12/2009

Valeurs Brutes	Valeurs au 01/01/2009	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre de consolidation	Ecart de conversion	Reclassements	Valeurs au 31/12/2009
Terrains	3 233	1	-64			125	3 295
Constructions	26 278	561	-3 497			1 839	25 181
Inst. Tech. Mat. Out.	17 492	1 308	-426	8		52	18 434
Autres immo. corp.	27 715	4 305	-892	79		-2 020	29 187
TOTAL	74 718	6 175	-4 879	87	0	-4	76 097

Amortissements	Valeurs au 01/01/2009	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre de consolidation	Reclassements	Valeurs au 31/12/2009
Terrains	446	27	-16			457
Constructions	16 384	1 381	-2 941			14 824
Inst. Tech. Mat. Out.	14 166	1 279	-439	8		15 014
Autres immo. corp.	16 047	1 936	-879	48		17 152
TOTAL	47 043	4 623	-4 275	56	0	47 447

NOTE 4 : Immobilisations financières (en K€)

	2008	2009
Titres de participation (Voir Note 5)	1 573	1 374
Prov / titres de participation (Voir Note 5)	-1 049	-916
Prêt 1% logement	2 915	3 332
Autres immobilisations financières	2 121	1 804
Prov / autres immo. Financières	-636	-633
TOTAL	4 924	4 961

NOTE 5 : Titres de participation dans des sociétés non consolidées (en K€)

Sociétés	Valeur nette comptable des titres détenus		
	% détention directe et indirecte	2008	2009
CATHALA	100	0	Tupée dans CY SA
CY NIGERIA	60	35	35
CY SWITZERLAND	100	253	253
CY SLOVENSKO	100	0	0
CY AUTOMATIZARE	100	63	0
CY ESPAGNE	100	70	70
CY 002	100	37	33
AD INGENIERIE	20	59	60
Autres		7	7
TOTAL		524	458

NOTE 6 : Titres des sociétés mises en équivalence (en K€)

	Situation au 31/12/2008	Situation au 31/12/2009
Capitaux propres sociaux	1 079	1 070
Résultats nets	328	316

En 2009 et en 2008, ces titres ne concernent que la société CY TELECOMMUNICATIONS S.A.S. détenue à 49 %.

NOTE 7 : Stocks et encours (en K€)

Au 31/12/2008

	Brut	Prov.	Net
Matières premières et fournitures	5 590	-359	5 231
Travaux en cours	12 127		12 127
Stocks de produits finis	8		8
TOTAL	17 725	-359	17 366

Au 31/12/2009

	Brut	Prov.	Net
Matières premières et fournitures	4 621	-557	4 064
Travaux en cours	12 778		12 778
Stocks de produits finis	192		192
TOTAL	17 591	-557	17 034

NOTE 8 : Composition du capital

Au 31 décembre 2008, la répartition du capital social de CLEMESSY SA était la suivante :

EIFFAGE	1 262 797 actions	99,85 %
Personnes physiques	1 954 actions	0,15 %
Total	1 264 751 actions	100,00 %
Résultat Net par action (en Euros)	10,71	

Au 31 décembre 2009, la répartition du capital social de CLEMESSY SA est la suivante :

EIFFAGE	1 263 024 actions	99,86 %
Personnes physiques	1 727 actions	0,14 %
Total	1 264 751 actions	100,00 %
Résultat Net par action (en Euros)	12,64	

Le dividende qui sera proposé à l'assemblée générale des actionnaires au titre de 2009 s'élève à 7 967 931,30 €, soit un montant de 6,30 € par action.

NOTE 9 : Provisions pour risques et charges (en K€)

La décomposition des provisions pour risques et charges par nature est la suivante :

Au 31/12/2008	2007	Dotations	Reprises consommées	Reprises sans objet	Variat* périmètre & Reclass.	2008
Prov. litiges et pénalités	4 482	1 955	-922	-150	-122	5 243
Chantiers/Pertes à terminaison	7 966	4 714	-3 843		61	8 898
Garanties données aux clients	0	396	-62		112	446
Pensions et retraites (Voir Note 10)	17 397	2 038	-930		326	18 831
Médailles du travail	1 380	262	-27	-2		1 613
Provisions pour risques	3 489	1 553	-1 421		122	3 743
Pertes filiales non consolidées	582		-122		-415	45
Provisions pour charges	838	415	-407	-10	-113	723
Total	36 134	11 333	-7 734	-162	-29	39 542

Les provisions pour pertes filiales non consolidées figurent en Autres produits et charges financiers.

Au 31/12/2009	2008	Dotations	Reprises consommées	Reprises sans objet	Variat* périmètre & Reclass.	2009
Prov. litiges et pénalités	5 243	3 055	-2 704		-157	5 437
Chantiers/Pertes à terminaison	8 898	4 919	-4 750		8	9 075
Garanties données aux clients	446	220	-314		6	358
Pensions et retraites (Voir Note 10)	18 831	958	-138		-3 124	16 527
Médailles du travail	1 613	213	-31		3	1 798
Provisions pour risques	3 743	1 612	-1 025			4 330
Pertes filiales non consolidées	45				-45	0
Provisions pour charges	723	60	-475		-6	302
Total	39 542	11 037	-9 437	0	-3 315	37 827

NOTE 10 : Indemnités de fin de carrière et retraite complémentaire

Les provisions pour les engagements de fin de carrière s'élèvent pour le Groupe à 16 527 K€ fin décembre 2009. Ils comprennent :

- 1) Les Indemnités de fin de carrière (IFC) pour 15 061 K€
- 2) La retraite complémentaire réservée aux cadres supérieurs pour 1 466 K€.

Le tableau suivant détaille les engagements de retraite :

Détails de la Provision Retraite (en K€)	Impact	Résultat	Impact Capitaux Propres	Total
Provision au 31/12/2007		15	-1 224	17 398
Entrée de périmètre			326	326
Charge normale de l'exercice IFC		620		620
Amortissement du coût des services passés IFC		-274		-274
Ecart actuariels IFC			582	582
Charge normale Retraite Complémentaire		-453		-453
Ecart actuariels Retraite Complémentaire			621	621
Charge normale de l'exercice / CY IE		11		11
Provision au 31/12/2008		-96	1 529	18 831
Ecart actuariels IFC			-2 954	-2 954
Ecart actuariels Retraite Complémentaire			-170	-170
Charge normale de l'exercice IFC		927		927
Charge normale Retraite Complémentaire		-111		-111
Charge normale de l'exercice / CY IE		4		4
Provision au 31/12/2009		820	-3 124	16 527

NOTE 11 : Dettes et disponibilités financières nettes (en K€)

Au 31/12/2008	Montants bruts	Dont à 1 an au plus	Dont à plus d'1 an et à 5 ans au plus	Dont à plus de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	-18	-4	-14	
Financement des immobilisations acquises en crédit-bail	-1 550	-679	-871	
Découverts et concours bancaires	-2 729	-2 729		
Autres passifs financiers	-3 185	-585	-1 047	-1 553
Dettes financières	-7 482	-3 997	-1 932	-1 553
Trésorerie	64 533	64 533		
<i>Dont compte courant EIFFAGE</i>	<i>59 034</i>			
Ressources Financières Nettes	57 051	60 536	-1 932	-1 553

Au 31/12/2009	Montants bruts	Dont à 1 an au plus	Dont à plus d'1 an et à 5 ans au plus	Dont à plus de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	-13	-5	-8	
Financement des immobilisations acquises en crédit-bail	-486	-486		
Découverts et concours bancaires	-3 361	-3 361		
Autres passifs financiers	-2 818	-434	-1 370	-1 014
Dettes financières	-6 678	-4 286	-1 378	-1 014
Trésorerie	77 395	77 395		
<i>Dont compte courant EIFFAGE</i>	<i>55 938</i>			
Ressources Financières Nettes	70 717	73 109	-1 378	-1 014

NOTE 12 : Engagements sur contrats de location (en K€)

Le Groupe a conclu des contrats de location simple sur des véhicules. Ces locations ont une durée moyenne légèrement supérieure à 3 ans sans clause de renouvellement. Les loyers futurs minimaux payables au titre de ces contrats de location simple sont les suivants :

Location Simple	Montants bruts	Dont à 1 an au plus	Dont à plus d'1 an et à 5 ans au plus	Dont à plus de 5 ans
Montant des loyers futurs au 31/12/2008	6 833	3 594	3 239	0
Montant des loyers futurs au 31/12/2009	6 642	3 518	3 117	7

Le Groupe a également conclu des contrats de location financement (crédit-bail) pour certains biens immobiliers. Les loyers futurs minimaux payables au titre de ces contrats de location financement sont les suivants :

Crédit-Bail	Montants bruts	Dont à 1 an au plus	Dont à plus d'1 an et à 5 ans au plus	Dont à plus de 5 ans
Montant des loyers futurs au 31/12/2008	1 623	714	909	0
Montant des loyers futurs au 31/12/2009	461	461	0	0

NOTE 13 : Impôts sur le résultat (en K€)

La décomposition de l'impôt sur le résultat est la suivante :

	2008	2009
Impôts exigibles	-1 388	-3 619
Impôts différés	701	8 050
Total	-687	4 431

Les impôts exigibles représentent les montants payés ou restant à payer aux administrations fiscales au titre des impôts sur les bénéfices de l'exercice.

NOTE 14 : Impôts différés par résultat (en K€)

Les éléments composant la charge ou produit d'impôt différé sont les suivants :

	2008	2009
Indemnités de fin de carrière	-7	281
Déficits fiscaux	-2 809	-390
Autres différences temporaires déductibles	780	-372
Variation des provisions sur IDA	2 790	8 140
Différences temporaires imposables	-53	391
Charge ou produit d'impôt différé	701	8 050

La situation bénéficiaire du Groupe et les perspectives favorables ont conduit à une réestimation de la situation fiscale différée qui se traduit par un produit d'impôt non récurrent de 8,1 M€ sur l'exercice 2009.

NOTE 15 : Impôts différés par capitaux propres (en K€)

	2008	2009
Indemnités de fin de carrière	-41	
Couvertures de flux de trésorerie	309	-489
Charge ou produit d'impôt différé	268	-489

NOTE 16 : Actifs et passifs d'impôts différés (en K€)

Les éléments composant les impôts différés actifs et passifs sont les suivants :

	2008	2009
Indemnités de fin de carrière	6 665	5 576
Déficits fiscaux	5 424	1 008
Autres différences temporaires déductibles	6 991	6 096
Impôts différés actifs bruts	19 080	12 680
Limitation impôts différés actifs	-13 366	0
<i>dont limitation IDA / IFC</i>	<i>-5 798</i>	<i>0</i>
<i>dont limitation IDA / Déficits fiscaux</i>	<i>-4 026</i>	<i>0</i>
<i>dont limitation IDA / Autres différences</i>	<i>-3 542</i>	<i>0</i>
Impôts différés actifs appréhendés	5 714	12 680
IDP liés aux IFC	-293	0
Autres IDP	-2 855	-2 552
Impôts différés nets	2 566	10 128

Les impôts différés actifs et les impôts différés passifs sont présentés séparément au bilan consolidé.

En 2009, les déficits suivants n'ont pas été activés en raison de l'incertitude de leur recouvrabilité :

- Déficits propres : 9 556 K€
- Déficits réalisés pendant l'intégration fiscale : 4 438 K€

NOTE 17 : Rapprochement des taux d'imposition

Le rapprochement du taux d'imposition légal français au taux d'imposition réel du Groupe s'analyse comme suit :

	2008	2009
<i>Taux d'imposition légal</i>	<i>34,43%</i>	<i>34,43%</i>
Ecart de taux	-2,79%	-2,14%
Différences permanentes entre résultat comptable et fiscal	-34,92%	-0,12%
Ecrites de consolidation sans effets d'impôts	-2,26%	-1,29%
Variation d'impôt différé suite à l'évolution de la situation fiscale du Groupe	-19,58%	-73,23%
Autres différences nettes	29,94%	3,32%
<i>Taux d'imposition réel</i>	<i>4,82%</i>	<i>-39,03%</i>

Le taux d'imposition réel s'obtient en divisant le montant de l'impôt sur le résultat (impôts exigibles et différés) par le résultat net avant impôts exigibles et différés et hors résultat des sociétés mises en équivalence.

NOTE 18 : Informations sectorielles (en K€)

Le tableau suivant présente différents indicateurs du Groupe répartis selon les réseaux et/ou les régions géographiques :

Au 31/12/2008	Génie électrique et automatisation des procédés	Expertise mécanique et maintenance	TOTAL
Chiffre d'affaires total	513 397	89 980	603 377
Chiffre d'affaires par régions :			
France (y compris DOM-TOM)	434 542	87 179	521 721
Etranger	78 855	2 801	81 656
Résultat Opérationnel	14 625	-163	14 462
Résultat Net	14 250	-552	13 698
Total bilan	388 478	18 643	407 121

Au 31/12/2009	Génie électrique et automatisation des procédés	Expertise mécanique et maintenance	Total
Chiffre d'affaires total	480 667	71 974	552 641
Chiffre d'affaires par régions :			
France (y compris DOM-TOM)	413 442	69 654	483 096
Etranger	67 225	2 320	69 545
Résultat Opérationnel	13 370	-1 926	11 444
Résultat Net	17 313	-1 331	15 982
Total bilan	362 373	12 230	374 603

NOTE 19 : Frais de personnel et effectifs moyens

Au 31/12/2008	Génie électrique et automatisation des procédés	Expertise mécanique et maintenance	Total
Frais de personnel	188 092	44 393	232 485
Effectifs	4 115	1 090	5 205

Au 31/12/2009	Génie électrique et automatisation des procédés	Expertise mécanique et maintenance	Total
Frais de personnel	192 777	40 938	233 715
Effectifs	4 115	953	5 068

NOTE 20 : Engagements donnés et reçus (en K€)

	2008	2009
Engagements donnés		
Cautions sur marchés	71 697	73 634
Lettres de confort fournisseurs émises	3 968	1 783
Autres	33	13
Total des engagements donnés	75 698	75 430
Engagements reçus	14 080	13 157

NOTE 21 : Couvertures de flux de trésorerie

Conformément à IAS 32, le Groupe inscrit à son bilan les instruments financiers lui permettant de se couvrir sur les monnaies étrangères ou les matières premières.

Au 31 décembre 2009, le Groupe détenait quatre contrats d'échange destinés à couvrir des ventes futures attendues à des clients pour lesquelles le Groupe a des engagements fermes. Les contrats d'échange (ou swap) sont utilisés pour couvrir le risque de variation de prix des matières premières pour les engagements fermes. Les termes de ces contrats sont les suivants :

Contrats d'échanges couvrant les ventes futures attendues (couverture aluminium)	Échéances
48 K€	2010
21 K€	2011
Contrats d'échange couvrant les ventes futures attendues (couverture cuivre)	Échéances
1564 K€	2010
42 K€	2011

Les conditions de ces contrats ont été négociées pour coïncider avec les conditions des engagements fermes.

Les couvertures de flux de trésorerie des ventes futures se traduisent par une augmentation de nos capitaux propres de 1 288 K€ après impôts différés.

NOTE 22 : Informations relatives aux parties liées (en K€)

Le tableau suivant fournit le montant total des transactions qui ont été conclues avec les sociétés des Groupes DALKIA et EIFFAGE :

Groupe DALKIA	2008	2009
Ventes aux parties liées	9 971	
Achats auprès des parties liées	150	
Frais de siège facturés par les parties liées	-2 680	
Produits financiers sur les parties liées	1 463	
Créances sur les parties liées	2 521	
Dettes envers les parties liées	19	
Groupe EIFFAGE	2008	2009
Ventes aux parties liées		4 161
Achats auprès des parties liées		3 330
Frais de siège facturés par les parties liées		1 700
Produits financiers sur les parties liées	129	2 050
Créances sur les parties liées		1 067
Dettes envers les parties liées		836
Compte courant de trésorerie actif	59 034	55 938
Compte courant IS		869
Groupe CLEMESSY	2008	2009
Compte courant de trésorerie actif des filiales non consolidées	615	506

Transactions avec d'autres parties liées (en K€)

Rémunérations des membres du comité de direction :

	2008	2009
Rémunérations brutes perçues au cours de l'exercice	1 726	1 596
Avantages à court terme	15	9
Avantages postérieurs à l'emploi	163	165
Total des rémunérations payées aux membres du comité de direction	1 904	1 770

NOTE 23 : Détail des charges et produits financiers (en K€)

Au 31/12/2008	Impact Résultat	Impact Capitaux Propres
Desactualisation des provisions retraites	-788	
Desactualisation des autres provisions	-21	
Actualisation Prêt 1 % logement	-91	
Provision nette sur Titres de Participation des filiales non consolidées	-538	
Provision nette Dépôts et Cautionnements	-250	
Autres charges financières	-579	
Variation de juste valeur des couvertures de flux de trésorerie		-1 259
Actualisation dettes financières	-267	
Charges financières	-2 534	-1 259
Produits des Ressources Financières nettes	1 743	
Autres produits financiers	149	
Provision nette pour C/C des filiales non consolidées	304	
Provision nette pertes filiales non consolidées	122	
Ecart de change résultant des activités à l'étranger		15
Produits financiers	2 318	15
RESULTAT FINANCIER	-216	-1 244

Au 31/12/2009	Impact Résultat	Impact Capitaux Propres
Desactualisation des provisions retraites	-954	
Desactualisation des autres provisions	-238	
Provision nette pour C/C des filiales non consolidées	-179	
Provision nette sur Titres de Participation des filiales non consolidées	-67	
Provision nette Dépôts et Cautionnements	-1	
Autres charges financières	-396	
Charges financières	-1 835	0
Produits des Ressources Financières nettes	1 668	
Autres produits financiers	76	
Variation de juste valeur des couvertures de flux de trésorerie		1 777
Ecart de change résultant des activités à l'étranger et autres écarts		15
Produits financiers	1 744	1 792
RESULTAT FINANCIER	-91	1 792

NOTE 24 : Exposition au risque crédit : répartition par échéance (en K€)

Au 31/12/2008	TOTAL	Non échus	Echus entre 0 et 3 mois	Echus entre 3 et 6 mois	Echus à plus de 6 mois
Créances clients	263 709	230 777	19 462	6 488	6 982
Perte valeur / Créances clients	-7 039	-245	-2 701	-900	-3 193
TOTAL Créances clients - NET	256 670	230 532	16 761	5 588	3 789

Au 31/12/2009	TOTAL	Non échus	Echus entre 0 et 3 mois	Echus entre 3 et 6 mois	Echus à plus de 6 mois
Créances clients	213 046	184 599	14 337	4 168	9 942
Perte valeur / Créances clients	-7 881		-1 458	-532	-5 891
TOTAL Créances clients - NET	205 165	184 599	12 879	3 636	4 051

NOTE 25 : Exposition au risque de change : créances et dettes en devises étrangères (en K€)

Au 31/12/2008	Contrevaleur au 31/12	Dollar Américain	Franc Suisse	Dinar Tunisien	Dhram Arabes Unis	Couronne Tchèque
Position de change commerciale	EUR	USD	CHF	TND	AED	CZK
Créances externes	1 291	6	155	702		428
Dettes d'exploitation externes	240	84		151	5	
TOTAL BILAN	1 531	90	155	853	5	428

Au 31/12/2009	Contrevaleur au 31/12	Dollar Américain	Franc Suisse	Dinar Tunisien	Dhram Arabes Unis	Couronne Tchèque
Position de change commerciale	EUR	USD	CHF	TND	AED	CZK
Créances externes	1 356	96	141	1 096		23
Dettes d'exploitation externes	488	21		467		
TOTAL BILAN	1 844	117	141	1 563	0	23

En l'absence de montants significatifs, il n'a pas été procédé à des analyses de sensibilité.

NOTE 26 : Exposition au risque de taux : Distinction des passifs financiers par type de taux (en K€)

Au 31/12/2008	Montants bruts	Taux fixe	Taux variable	Nature du taux variable
Emprunts auprès des établissements de crédit	18		18	Euribor 3 mois + 2 %
Financement des immobilisations acquises en crédit-bail	1 550	612	938	Euribor 3 mois + 0,6 à 1%
Découverts et concours bancaires	2 729		2 729	Prêt à Eiffage : T4M + 25 %
Autres passifs financiers	3 185	3 154	31	Prêt aux filiales : EONIA + 0,4 %
Dettes financières	7 482	3 766	3 716	

Au 31/12/2009	Montants bruts	Taux fixe	Taux variable	Nature du taux variable
Emprunts auprès des établissements de crédit	13		13	Euribor 3 mois + 2 %
Financement des immobilisations acquises en crédit-bail	486	333	153	Euribor 3 mois + 0,6 à 1%
Découverts et concours bancaires	3 361		3 361	Prêt à Eiffage : T4M + 25 %
Autres passifs financiers	2 818	2 814	4	Prêt aux filiales : EONIA + 0,4 %
Dettes financières	6 678	3 147	3 531	

En l'absence de montants significatifs, il n'a pas été procédé à des analyses de sensibilité.

1. ACTIVITÉS 2009 ET PERSPECTIVES 2010

1.1 COMMANDES ENREGISTRÉES ET CARNET DE COMMANDES

L'exercice 2009 a connu une baisse significative des entrées de commandes avec 372,2 M€ au titre de 2009 contre 621,7 M€ en 2008 (-40 %). Cette baisse importante en volume s'explique d'une part par l'enregistrement en 2008 de la commande EDF de plus de 150 M€ pour l'installation de centrales thermiques dans les DOM, et d'autre part par les difficultés économiques liées à la crise dont CLEMESSY a bien évidemment souffert en 2009 tout en démontrant une belle résistance.

Avec 415,7 M€, la production 2009 est supérieure au volume des commandes enregistrées traduisant l'appauvrissement constaté du carnet de commandes.

Toutefois, le carnet de commandes au 1^{er} janvier 2010, bien qu'en baisse par rapport à celui de 2009 (375,6 M€ contre 411,9 M€), reste à un niveau tout à fait acceptable pour aborder l'exercice 2010 sereinement.

1.2 ACTIVITÉ ET RENTABILITÉ OPÉRATIONNELLE

Avec des consommations de l'exercice de 226,8 M€, la valeur ajoutée 2009 ressort à 188,9 M€ (+3 %).

Elle permet de couvrir :

- d'une part, les impôts et taxes à hauteur de 9,4 M€, stables depuis 2007

- d'autre part, les charges de personnel à hauteur de 159,1 M€ (en augmentation de 3,5 % par rapport à 2008), celles-ci incluant un intéressement de plus de 2 M€. L'effectif moyen ressort à 3527 en 2009, à comparer aux 3462 personnes en moyenne en 2008, soit 65 personnes de plus

et enfin de dégager un excédent brut d'exploitation d'un montant identique à 2008, soit 21,6 M€ (5,2 % de la production).

Le résultat d'exploitation de 15,4 M€ (en baisse de 7,8 % par rapport à 2008), quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun comprises, enregistre des provisions nettes d'un montant de 3,5 M€. Il représente 3,7 % de la production (3,9 % en 2008).

1.3 RENTABILITÉ NETTE

Sur 2009, le résultat financier est positif de +0,8 M€ (-5,5 M€ sur 2008). Ce résultat provient principalement des éléments suivants :

- des produits financiers liés à la trésorerie positive de CLEMESSY
- des dividendes reçus
- des opérations de fusion par Transmission Universelle de Patrimoine des sociétés CATHALA et PETILLOT dans CLEMESSY SA générant des malis de fusion respectivement de 0,2 M€ et

de 1,2 M€ compensés par des reprises de provisions - des pertes enregistrées par FONTANIE, FRANCE RESEAUX, GAME INGENIERIE, CLEMESSY MAROC, CLEMESSY SLOVENSKO et CLEMESSY AUTOMATIZARE qui sont à l'origine des provisions pour risques sur situations nettes négatives et des dépréciations de titres confirmant les difficultés auxquelles sont confrontées ces filiales.

Le résultat exceptionnel de -3,6 M€ enregistre principalement la subvention accordée à SEH à hauteur de 7,6 M€ compensée en partie par une reprise de provision de 4,1 M€.

Les autres éléments significatifs impactant le résultat exceptionnel sont une indemnité de résiliation perçue dans le cadre de la cession d'un crédit-bail immobilier et une provision pour investissement de 0,7 M€.

Le résultat net de 9,0 M€ en 2009 (2,2 % de la production), en hausse de 2,2 % par rapport à l'année passée (8,8 M€ en 2008), intègre une participation des salariés d'un montant de 1,7 M€, en augmentation par rapport à 2008, et un impôt sur les bénéfices de 1,9 M€ en forte hausse malgré la consommation du Crédit Impôt Recherche.

CLEMESSY SA, sortie de toute intégration fiscale au 1er janvier 2008, est à nouveau intégrée fiscalement au 1er janvier 2009 dans le Groupe EIFFAGE.

Le tableau des résultats financiers des cinq derniers exercices est joint au présent rapport.

1.4 BILAN

La marge brute d'autofinancement de l'exercice 2009 s'inscrit en retrait de 7 M€ par rapport à l'exercice précédent à 11,5 M€. Cet écart s'explique principalement par la variation des dépréciations d'éléments financiers et des provisions pour risques et charges sur l'exercice.

En 2009, le total des ressources dégagées s'élève à 13,8 M€ et les emplois se montent à 11,6 M€, permettant ainsi une amélioration du fonds de roulement net global de 2,2 M€. Celle-ci tient compte d'investissements à hauteur de 5,7 M€ et du versement de dividendes à hauteur de 5,8 M€ (en progression de 26 %).

L'exploitation continue de dégager des ressources en fonds de roulement qui atteignent 35,9 M€ fin 2009 contre 24,0 M€ fin 2008. Cet accroissement de ressources de 11,9 M€ est dû à une baisse conjointe des dettes de 15,4 M€ et de l'actif circulant de 27,3 M€.

Grâce à un fonds de roulement net en amélioration et aux ressources d'exploitation en forte progression, la trésorerie de 74,2 M€ à fin 2009 affiche un excédent sur 2008 de 14,2 M€.

1.5 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Néant.

1.6 PERSPECTIVES 2010

La première année de présence de CLEMESSY dans le Groupe EIFFAGE et plus particulièrement au sein du Pôle Energie du Groupe, a été celle de la découverte réciproque et de la compréhension de chacun. L'année 2010 doit être celle de l'affirmation d'un positionnement clair de CLEMESSY au sein de ce Pôle.

CLEMESSY SA anticipe pour 2010 une production de 411 M€ dans la lignée de la production réalisée en 2009 avec un taux de marge stable malgré une situation économique mondiale qui continue à être défavorable en ce début d'année 2010.

Le carnet de commandes début janvier 2010 de 375,6 M€ avec une marge de 18,6 % doit permettre à CLEMESSY de réaliser une année 2010 conforme à ses prévisions.

1.7 INFORMATION SUR LES DÉLAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS

L'article 21-I de la loi LME a introduit sous l'article L 441-6 du Code de Commerce un nouvel alinéa 9 qui prévoit que le délai convenu entre les parties pour régler les sommes dues ne peut dépasser quarante-cinq jours fin de mois ou soixante jours à compter de la date d'émission de la facture. En l'absence d'accord, le délai maximum est de 30 jours à compter de la date de réception des marchandises ou d'exécution de la prestation.

L'article 21-III de cette même loi prévoit toutefois la possibilité de dépasser temporairement le plafond des délais de paiement visés ci-dessus, par dérogation résultant d'un accord interprofessionnel sectoriel.

Nos conditions générales ont été modifiées en 2009 afin de respecter, en conséquence, les dispositions précitées de la loi LME.

Les éventuels écarts qui pourraient être constatés peuvent notamment s'expliquer par l'existence de litiges, par l'application d'un accord dérogatoire ou par l'exécution de certains contrats sur plusieurs exercices.

En ce qui concerne les factures fournisseurs de CLEMESSY SA non payées fin 2008 et fin 2009, la ventilation par échéance de règlements de celles-ci est la suivante, en milliers d'euros :

Échéance	Au 31/12/2009		Au 31/12/2008	
	Montant	% sur total	Montant	% sur total
Echus	4 566	24,8%	5 773	22,2%
Entre 1 et 30 jours	4 461	24,3%	4 448	17,1%
Entre 31 et 45 jours	1 293	7,0%	765	2,9%
Entre 46 et 60 jours	6 338	34,5%	4 092	15,7%
Entre 61 et 75 jours	1 538	8,4%	5 386	20,7%
Entre 76 et 90 jours	-2	0,0%	556	2,1%
Entre 91 et 105 jours	185	1,0%	4 961	19,1%
Entre 106 et 120 jours	5	0,0%	-8	0,0%
Supérieure à 120 jours	1	0,0%	38	0,1%
Total	18 385	100,0%	26 011	100,0%

2. FAITS MARQUANTS 2009 ET PERSPECTIVES AU NIVEAU DES FILIALES

2.1 CATHALA SARL

La société CATHALA a fait l'objet d'une Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) au profit de CLEMESSY SA en date du 01 février 2009.

A cette date, le chiffre d'affaires était de 0,1 M€ pour un résultat net de +35 K€.

L'effectif, au moment de la TUP, était de 15 personnes.

2.2 CLEMESSY AUTOMATIZARE SRL

Tout comme l'année 2008, l'année 2009 a été extrêmement difficile pour CLEMESSY AUTOMATIZARE en Roumanie, le volume d'activité ne permettant pas à la société d'équilibrer ses comptes. CLEMESSY AUTOMATIZARE reste très dépendante du client DACIA.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires de l'exercice s'établit à 0,8 M€, le résultat d'exploitation se monte à -0,2 M€ alors que le résultat net est de -0,3 M€.

L'effectif est de 9 personnes à fin décembre 2009 contre 10 personnes à fin décembre 2008.

Pour l'année 2010, les objectifs de CLEMESSY AUTOMATIZARE restent très modestes, mais la société table sur une reprise des investissements chez son client principal DACIA. Une diversification de l'activité reste à l'étude pour assurer une activité minimale à cette entité.

2.3 CLEMESSY I&E GMBH

CLEMESSY I&E, holding du Groupe CLEMESSY en Allemagne, héberge l'activité de la filiale RMT ainsi que les obligations du plan de retraite de BIHLER fusionnée dans CLEMESSY I&E.

2.4 CLEMESSY MAROC SAS

La politique commerciale de CLEMESSY MAROC telle qu'orientée en 2008 a abouti en 2009 sur des entrées de commandes de marchés de proximité à cycle de production court. Les marchés d'éclairage public ont abouti vers la fin de l'exercice.

Le chiffre d'affaires de l'exercice se monte à 2,3 M€, le résultat d'exploitation est de -0,8 M€, le résultat net s'établit à -0,6 M€.

L'effectif est passé de 33 personnes à fin décembre 2008 à 34 personnes à fin décembre 2009.

La recapitalisation de la société est prévue sur 2010.

Durant l'année 2010, CLEMESSY MAROC continuera sa percée sur les marchés de proximité techniquement à sa portée dans une perspective de retour à l'équilibre à l'horizon 2012. Pour les projets importants, CLEMESSY MAROC pourra s'appuyer sur le Groupe CLEMESSY dont ses filiales serviront de base arrière pour l'obtention et la réalisation de ce type de projets.

2.5 CLEMESSY SLOVENSKO S.R.O.

L'exercice 2009 de CLEMESSY SLOVENSKO n'a pas été à la hauteur des attentes. En effet, la filiale, avec une activité exclusivement mono client (PSA TRNAVA), a subi de plein fouet la crise qui a touché le secteur automobile.

De ce fait, le chiffre d'affaires s'est trouvé très largement en deçà de l'exercice précédent à 0,1 M€, le résultat d'exploitation s'établit à -0,3 M€ tout comme le résultat net.

L'effectif est de 2 personnes à fin décembre 2009 contre 4 personnes à fin décembre 2008.

L'objectif de 2010 sera de redémarrer et redynamiser l'activité. Pour tenir les objectifs fixés, la filiale devra bien évidemment continuer à être présente sur les petits projets de PSA TRNAVA (notamment les «travaux préparatoires projet A9»), mais surtout sortir de sa situation mono-client en diversifiant son portefeuille.

2.6 CLEMESSY SWITZERLAND AG

CLEMESSY SWITZERLAND confirme son développement sur 2009 avec un enregistrement de commandes (3,8 M€) en augmentation de plus de 20 % par rapport à l'exercice précédent. Les importants efforts commerciaux se sont concrétisés par des succès notamment dans le secteur des bancs des tests de satellites.

Le chiffre d'affaires de l'exercice se monte à 3,1 M€, le résultat d'exploitation est de +0,1 M€, le résultat net est très légèrement positif.

L'effectif est passé de 12 personnes à fin 2008 à 14 personnes à fin 2009.

Des opportunités de croissance externe sont à l'étude pour accélérer le développement du Groupe sur le territoire suisse.

L'objectif de l'exercice 2010, comme en 2009, est de diversifier les clients notamment via la croissance externe et de maintenir notre position de leader dans les bancs de tests satellites, ceci dans une conjoncture de plus en plus tendue et concurrentielle.

2.7 COGELUB SAS

L'exercice 2009 a été marqué par une conjoncture économique difficile. La société a connu des difficultés pour compenser commercialement les contrats perdus en 2008 et a dû faire face à des renégociations de ses contrats notamment dans le domaine de la papeterie. Toutefois COGELUB a su maintenir sa position sur le marché difficile qu'est le secteur du papier.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires ressort à 2,9 M€ en 2009, le résultat d'exploitation reste élevé et s'établit à +0,2 M€ et le résultat net ressort à +0,1 M€ en 2009.

L'effectif est de 45 personnes au 31 décembre 2009 contre 49 personnes au 31 décembre 2008.

La société a comme principal objectif pour 2010 de maintenir au minimum ses positions en conservant notamment ses contrats actuels.

2.8 CY002 SAS

Depuis la date de sa création, l'activité de la société est inexistante et la société ne compte aucun effectif.

2.9 DYNAE SA

En dépit d'une conjoncture économique difficile, DYNAE a su maintenir un niveau d'activité soutenu sur 2009.

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2009 se monte à 3,2 M€, le résultat d'exploitation proche de l'équilibre est en retrait de 0,1 M€ par rapport à 2008, le résultat net ressort à +68 K€.

L'effectif reste stable à 43 personnes au 31 décembre 2009.

La société DYNAE vise comme objectifs pour 2010, la poursuite du développement des contrats de maintenance et les ventes de systèmes de supervision et mesures, tout en accordant un effort particulier à la prospection sur les activités traditionnelles, et augmenter ainsi le panel des clients et surmonter les difficultés

liées à la conjoncture économique.

En 2010, DYNAE continuera à poursuivre son effort de recherche et de développement sur les différents applicatifs en créant de nouveaux produits ou en apportant de nouvelles fonctionnalités sur le marché.

2.10 EIS SAS

L'entreprise a confirmé en 2009 la croissance constatée au cours des dernières années. Les résultats opérationnels valident la politique commerciale mise en place depuis 2007 et encouragent à son développement. Le chiffre d'affaires de l'exercice 2009 s'établit à 12,9 M€ avec un résultat d'exploitation de +0,8 M€ et un résultat net de +0,5 M€.

L'effectif reste stable à 93 personnes au 31 décembre 2009.

Pour 2010, la démarche commerciale est axée sur le développement d'un partenariat avec CLEMESSY ENERGIE sur des grands projets en région. L'outil de travail se développe avec la construction d'un nouveau bâtiment (Atelier de Fabrication et Bureau d'études), la fin des travaux étant prévue pour juin 2010.

2.11 EMCS SAS

L'exercice 2009 a été marqué par un contexte économique difficile avec un volume d'entrées de commandes pour 2009 qui s'établit à 6,6 M€.

Le chiffre d'affaires ressort à 7,9 M€ pour l'année 2009, le résultat d'exploitation s'élève à -0,2 M€, le résultat net est à -0,4 M€.

L'effectif est de 85 personnes au 31 décembre 2009 contre 91 personnes au 31 décembre 2008.

Les principales orientations pour 2010 résident dans les points suivants :

- maîtriser les coûts et améliorer la productivité
- promouvoir au maximum les nouveaux process (travaux en présence d'amiante, imprégnation)
- obtenir des projets de construction de machines neuves.

2.12 FDRS SAS

La crise économique a été durement ressentie sur la région de Dunkerque en 2009 dans le secteur de la sidérurgie, un des principaux secteurs d'activité de la société FDRS.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires 2009 s'établit à 2,4 M€ en net retrait par rapport à 2008, le résultat d'exploitation n'est

que légèrement négatif en 2009 grâce notamment à une bonne maîtrise des coûts de structure, le résultat net est positif à 0,3 M€ du fait de l'abandon de créance de 0,5 M€ en compte courant consenti par sa maison-mère EMCS.

L'effectif est de 26 personnes au 31 décembre 2009 contre 30 personnes au 31 décembre 2008.

La société devrait connaître un léger regain d'activité sur 2010 grâce au renforcement de son action commerciale fin 2009. La reprise économique chez les grands donneurs d'ordre de la région sera également une des clefs de la réussite de 2010.

2.13 FLUIDES IT SAS

Créée le 1er juin 2008, FLUIDES IT a réalisé en 2009 son premier exercice de douze mois et, conformément aux attentes, les éléments chiffrés sont positifs avec un chiffre d'affaires stable et une amélioration de la rentabilité et ce malgré une conjoncture économique difficile.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires 2009 se monte à 4,6 M€, le résultat d'exploitation est de +0,1 M€, le résultat net ressort à +41 K€.

L'effectif est de 41 personnes au 31 décembre 2009 contre 39 personnes au 31 décembre 2008.

Pour 2010, la poursuite de son développement devrait permettre à FLUIDES IT d'augmenter son volume d'activité de 10 %, et maintenir un niveau de résultat satisfaisant.

2.14 FONTANIE SAS

L'économie régionale a montré des signes de ralentissement avec en particulier une nette dégradation dans le secteur tertiaire. Pour ce secteur, les carnets de commandes ont connu des baisses conséquentes. Dans l'industrie, les carnets de commandes se sont également détériorés. Les biens d'équipement et l'agroalimentaire ainsi que le marché de la construction aéronautique et spatiale se sont quant à eux maintenus.

Dans cet environnement commercial difficile, le chiffre d'affaires pour l'exercice 2009 s'établit à 23,4 M€, le résultat d'exploitation ressort à -0,6 M€ et le résultat net ressort à -0,6 M€.

L'effectif est de 208 personnes à fin décembre 2009 contre 218 personnes à fin décembre 2008.

L'exercice 2010 a démarré avec un carnet de commandes qui représente près de 7 mois d'activité en volume.

Les principales orientations pour 2010 résident dans les points suivants :

- développer prioritairement le fonds de commerce et préserver les acquis,
- consolider l'activité projet en privilégiant les partenariats rentables,
- développer le panel clients en accroissant le champ de prospection.

2.15 FRANCE RÉSEAUX SAS

L'exercice 2009 a démarré avec un carnet de commandes tendu. La marge est en retrait par rapport à l'exercice 2008 et le niveau d'enregistrement des commandes est en recul de près de 30 % par rapport aux prévisions.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires de l'exercice se monte sur 2009 à 4,9 M€, le résultat d'exploitation ressort à -0,8 M€ tout comme le résultat net (-0,8 M€).

L'effectif est de 51 personnes au 31 décembre 2009 contre 57 personnes au 31 décembre 2008.

Avec un carnet de commandes faible en ce début d'exercice 2010 et dans un contexte économique toujours difficile, l'objectif de 2010 est de maintenir le chiffre d'affaires et le résultat d'exploitation à des niveaux comparables à ceux de 2009.

2.16 GAME INGÉNIERIE SAS

L'exercice 2009 a permis à la société GAME INGÉNIERIE de re-centraliser son processus de direction auparavant réparti sur trois régions géographiques. Concernant l'activité commerciale, GAME INGÉNIERIE s'est recentrée sur les secteurs plus porteurs de la machine outils et de la pharmacie.

Ce recentrage des activités et la perte des contrats subie sur l'exercice 2008 se traduisent dans les chiffres 2009. Le chiffre d'affaires de l'exercice 2009 qui s'affiche en net recul par rapport à 2008 se monte à 23,6 M€, le résultat d'exploitation s'établit à -0,7 M€ et le résultat net à -1,1 M€ en 2009.

L'effectif est de 263 personnes au 31 décembre 2009 contre 317 personnes au 31 décembre 2008.

En 2010, GAME INGÉNIERIE poursuivra la démarche engagée en 2009, consistant à se concentrer sur ses places fortes en privilégiant le partage de ses expertises et le développement des travaux sur ses différents contrats. GAME INGÉNIERIE privilégiera commercialement le développement de son axe pharmacie.

2.17 GAME PYRÉNÉES SAS

Créée le 1er juin 2008, GAME PYRÉNÉES a réalisé en 2009 son premier exercice de douze mois qui a été marqué par

un ralentissement du volume de la production lié à la crise économique avec une diminution de près de 42 % par rapport à l'année 2008.

Face à ce ralentissement de l'activité et la fermeture annoncée du gisement de Lacq en 2013, la société a réagi en organisant la formation d'une grande partie de son personnel à l'intervention sur les sites nucléaires.

En conséquence, le chiffre d'affaires de l'exercice ressort à 2,3 M€, le résultat d'exploitation s'établit à -0,7 M€ et le résultat net à -0,7 M€.

L'effectif est de 46 personnes au 31 décembre 2009 contre 48 personnes au 31 décembre 2008.

Malgré la crise économique, GAME PYRÉNÉES espère pouvoir revenir à un rythme de production lui permettant d'être proche de l'équilibre en 2010.

Grâce à la fidélisation de nouveaux clients et le développement d'une activité nucléaire, GAME PYRÉNÉES devrait minimiser son résultat déficitaire en 2010.

2.18 GAME TRAVAUX SA

La crise économique a fortement frappé l'activité de GAME TRAVAUX dont le volume, à périmètre constant, a baissé de près de 35 % entre 2008 et 2009.

Les éléments chiffrés de 2009 ne sont pas comparables à ceux de 2008, le périmètre ayant fortement évolué. Le chiffre d'affaires 2009 s'établit à 3,8 M€, le résultat d'exploitation est de -1,2 M€ et le résultat net est de -1,1 M€.

L'effectif est de 76 personnes au 31 décembre 2009 contre 87 personnes au 31 décembre 2008.

Sur 2010, l'activité métallurgie devrait retrouver un volume satisfaisant. Le volume d'affaires étant trop faible en particulier sur le secteur de la mécanique, l'année 2010 ne permettra pas d'atteindre un résultat à l'équilibre. GAME TRAVAUX doit poursuivre activement ses actions commerciales et sa ré-organisation pour relancer son activité.

2.19 JAVEL SAS

La société JAVEL n'a plus d'activité depuis 4 ans.

Le résultat net s'établit à +9 K€ provenant de reprises de provisions passées sur des litiges survenus les années antérieures et pour lesquels les dénouements se sont révélés moins coûteux que ce qui avait été prévu à l'origine, ainsi que d'intérêts financiers générés par le solde de trésorerie. Il reste toujours des litiges judiciaires qui constitueront, en cas de dénouement, le principal élément déterminant du résultat 2010.

2.20 PETILLOT SAS

La société PETILLOT a fait l'objet d'une Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) au profit de CLEMESSY SA en date du 1er mai 2009.

A cette date, le chiffre d'affaires de l'exercice était de 2,5 M€, le résultat d'exploitation de -0,4 M€ et le résultat net de -0,4 M€.

L'effectif, au moment de la TUP, était de 64 personnes.

2.21 PLS SNC

PLS a connu sur 2009 un développement de son activité vers des sociétés intervenant dans le domaine de l'énergie (EDF, OMEXOM, WESTINGHOUSE...) à la fois pour la location de postes mais aussi pour la vente de postes notamment au travers du projet EDF DOM / Corse.

Dans ce contexte et malgré une conjoncture économique difficile, le chiffre d'affaires de l'exercice 2009 reste stable à 2,0 M€, le résultat d'exploitation se monte à +0,3 M€ tandis que le résultat net se situe lui aussi à +0,3 M€.

L'effectif est de 6 personnes au 31 décembre 2009 contre 7 personnes au 31 décembre 2008.

Bien qu'important avec 0,2 M€, le rythme des investissements a baissé en 2009.

Pour 2010, la poursuite du développement commercial notamment vers les secteurs de l'énergie sera nécessaire afin de maintenir un taux d'occupation du parc de location à un niveau élevé (de 85 à 90 %) et de compenser à la fois la baisse des chantiers de construction et la vente de postes soumise à une conjoncture économique difficile.

2.22 RMT I&E GMBH

Courant du 1er semestre 2009, RMT a souffert sur le plan commercial du fait des effets de la crise financière et de l'arrêt des financements d'infrastructures des banques internationales vers les pays en voie de développement. RMT a cependant su garder ses positions dans les pays cibles et limiter les effets négatifs de la crise avec des prises de commandes à hauteur de 32 M€.

Les principales commandes enregistrées se situent en Guinée Equatoriale pour 15,9 M€, en Guyane pour 10,5 M€, et en Mauritanie pour 3,9 M€.

Le chiffre d'affaires a progressé de 8 % à hauteur de 35,1 M€, le résultat d'exploitation a progressé de 47 % à +1,4 M€, le résultat net s'est amélioré de 68 % à +0,9 M€.

L'effectif est resté stable en 2009 et s'élève à 77 personnes.

Un intéressement sera versé pour la 1^{ère} fois au titre de l'exercice 2009.

Pour 2010, l'entreprise escompte une stabilité de son activité, mais espère une reprise des financements internationaux dans les pays en voie de développement, ce qui permettrait d'envisager une progression des prises de commandes à partir de 2011.

2.23 RUVAULT BARON SAS

L'exercice 2009 a été marqué par l'aggravation des effets de la crise économique et un faible niveau d'investissement dans la région de Lorient.

La maîtrise des frais généraux engagée sur 2009 n'a pas permis d'atténuer l'impact de la baisse de la production et l'incidence sur le résultat de l'exercice.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires de l'exercice 2009 s'établit à 2,2 M€, le résultat d'exploitation se monte à -0,2 M€, tout comme le résultat net.

L'effectif est de 29 personnes au 31 décembre 2009 contre 28 personnes au 31 décembre 2008.

L'année 2010 devrait être une année encore difficile compte tenu du ralentissement de l'investissement sur la région.

2.24 SECAUTO SAS

L'exercice 2009 a été marqué par plusieurs événements :

- la perte d'un contrat pluriannuel
- une conjoncture économique difficile ayant surtout pénalisé l'activité Installations et Travaux Neufs
- un bon développement des ventes à l'export
- la poursuite des démarches de commercialisation de l'analyseur de kérosène (RSH) conçu par SECAUTO.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires au titre de l'exercice 2009 ressort à 22,2 M€, le résultat d'exploitation à +0,9 M€ et le résultat net à +0,4 M€.

L'effectif est de 259 salariés au 31 décembre 2009 contre 264 au 31 décembre 2008.

SECAUTO se fixe comme objectif pour 2010 une production équivalente à celle de 2009 qui passera par l'atteinte des objectifs commerciaux suivants :

- le renouvellement de l'ensemble des contrats de maintenance échus à fin 2009 ou courant 2010
- le développement de l'activité de la société à l'export (+25 %)
- la poursuite de la mise en œuvre des axes de développement et de croissance notamment par le biais de partenariats ou de croissance externe.

2.25 SEH SA

Tout comme l'année 2008, l'année 2009 a été très compliquée pour SEH notamment du fait de sa forte dépendance à l'activité automobile (chiffre d'affaires de proximité) qui représente 46 % de son chiffre d'affaires, l'autre activité importante étant l'infrastructure transport (26 % de son chiffre d'affaires).

Aussi en 2009, la société a poursuivi sa diversification en se positionnant davantage sur différents secteurs tels que l'aéronautique (25 % de la production ont été réalisés chez SNECMA), le ferroviaire et ce dans le cadre d'une démarche globale conforme à la stratégie du Groupe.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires de l'exercice ressort à 4,7 M€ avec un résultat d'exploitation de -1,5 M€ et un résultat net de +6 M€.

Le concordat avec les fournisseurs a permis de dégager un produit de +1,7 M€. SEH a bénéficié au titre de l'exercice 2009 d'une subvention d'équilibre de CLEMESSY SA d'un montant de 7,6 M€.

L'effectif est de 80 personnes au 31 décembre 2009 contre 88 personnes au 31 décembre 2008.

Pour 2010, le niveau d'enregistrement des commandes est prévu à 4,0 M€ (dont 53 % dans l'automobile, 39 % dans l'aéronautique et 8 % dans les infrastructures et le transport).

3. INFORMATION SOCIALE CLEMESSY SA

Voir éléments figurant au niveau de la politique salariale du Groupe.

4. INFORMATION ENVIRONNEMENTALE

Aucun fait marquant n'est à relever pour l'année 2009.

5. INFORMATION SUR LA VIE JURIDIQUE DE LA SOCIÉTÉ

Les mandats sociaux exercés par les Membres du Conseil d'Administration dans d'autres Sociétés durant l'exercice écoulé sont les suivants :

> Alain FRANCHI

Président-directeur général

- . GAME TRAVAUX (SA)
- . CLEMESSY (SA)
- . CRYSTAL (SA)

Directeur Général

- . SOFICOT (SAS)
- . CARRE DES CHAMPS ELYSEES (SAS)
- . GROUPE EPICURE (SAS)
- . SOCIETE GASTRONOMIQUE DE L'ETOILE (SAS)

Administrateur

- . GAME TRAVAUX (SA)
- . CLEMESSY (SA)
- . SOFICOT (SAS)
- . INFONET SERVICES (SA)
- . LCC (SA)
- . CARRE DES CHAMPS ELYSEES (SAS)
- . CRYSTAL (SA)

Membre du Comité de Direction

- . GROUPE EPICURE (SAS)

Gérant

- . SCI ENTREPOT BLANQUI

> François MASSE

Administrateur

- . APRR (SA)
- . AREA (SA)
- . CEVM - COMPAGNIE EIFFAGE DU VIADUC DE MILLAU (SA)
- . CLEMESSY (SA)
- . CRYSTAL (SA)

> Max ROCHE

Représentant d'APRR (SA) au Conseil

- . AREA (SA)

Administrateur

- . APRR (SA)
- . CEVM - COMPAGNIE EIFFAGE DU VIADUC DE MILLAU (SA)
- . CLEMESSY (SA)
- . CRYSTAL (SA)
- . EIFFARIE (SAS)
- . FINANCIERE EIFFARIE (SAS)
- . VERDUN PARTICIPATION 1 / 2 (SAS)

- . FORCLUM SOFICOM (Belgique)
- . NORSCUT (Portugal)
- . TP FERRO (Espagne)

Membre du Conseil de Surveillance

- . PROBTP FINANCES (SA)

Gérant non associé

- . AGENOFIM (SNC)
- . ENTREPRISE SOFRA (SARL)
- . OMNIUM GENERAL LABORDE (SARL)

Membre du Comité de Direction

- . A'LIENOR (SAS)

Représentant Eiffage Présidente

- . EFI (SAS)
- . SOCFI (SAS)

Représentant Permanent de PRADO SUD (SAS)

> Philippe DELMOTTE

Administrateur

- . APRR (SA)
- . AREA (SA)
- . CLEMESSY (SA) (depuis le 16 décembre 2008)
- . CRYSTAL (SA)
- . VERDUN PARTICIPATION 1 (SAS)
- . EIFFARIE (SAS)
- . FINANCIERE EIFFARIE (SAS)
- . TP FERRO (ESPAGNE)

Représentant permanent de EIFFAGE TP au Conseil

- . SMTPC (SA)

Membre du Conseil de Surveillance

- . FCPE EIFFAGE 2011

Président

- . VERDUN PARTICIPATION 2 (SAS)

Directeur Général non administrateur

- . SICAVAS EIFFAGE 2000

Membre du Comité de Direction

- . A'LIENOR (SAS)

Président du Conseil de NORSCUT (Portugal)

6. SITUATION DES CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres de CLEMESSY SA s'élèvent à 49,2 M€ avant affectation du résultat, soit une progression de 9 % par rapport à 2008. Cette augmentation s'explique par une variation d'une année sur l'autre du résultat net de 0,2 M€, du report à nouveau de 3 M€ et des provisions réglementées de 0,9 M€.

7. AFFECTATION DU RÉSULTAT

Le résultat affectable au titre de l'exercice 2009 s'élève à 25 118 280,62 €.

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale Mixte de répartir celui-ci comme suit :

- Dividendes : 7 967 931,30 €
- Report à nouveau : 17 150 349,32 €

Le Conseil d'Administration propose donc de verser un dividende de 6,30 € pour chacune des 1 264 751 actions composant le capital social et y ayant droit du fait de leur date de jouissance.

8. MONTANT DES DIVIDENDES VERSÉS AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

Année	Actions éligibles à la réfaction mentionnée dans le CGI	Actions non éligibles à la réfaction mentionnée dans le CGI	Total
Dividendes versés en 2009			
Nombre d'actions	1 952	1 262 799	1 264 751
Montant du dividende par action	4,60	4,60	4,60
Montant total des dividendes	8 979,20	5 808 875,40	5 817 854,60
Dividendes versés en 2008			
Nombre d'actions	6 043	1 258 708	1 264 751
Montant du dividende par action	3,60	3,60	3,60
Montant total des dividendes	21 754,80	4 531 348,80	4 553 103,60
Dividendes versés en 2007			
Nombre d'actions	6 043	1 258 708	1 264 751
Montant du dividende par action	3,60	3,60	3,60
Montant total des dividendes	21 754,80	4 531 348,80	4 553 103,60

9. INFORMATIONS À CARACTÈRE FISCAL

> DÉPENSES SOMPTUAIRES

Il n'y a pas de dépenses somptuaires et impôt supporté en raison de ces dépenses.

> INTÉGRATION FISCALE

A compter du 1er janvier 2009, les sociétés du Groupe CLEMESSY, y compris CLEMESSY SA, sont intégrées fiscalement au Groupe EIFFAGE à l'exclusion de DYNAE SA, PETILLOT SAS (ayant fait l'objet en 2009 d'une Transmission Universelle de Patrimoine au bénéfice de CLEMESSY SA), PLS SNC, SEH SA.

10. INFORMATION SUR L'ACTIONNARIAT

Au 31 décembre 2009, le capital social de CLEMESSY SA est détenu à hauteur de 99,86 % par EIFFAGE SA.

TABLEAU DES RÉSULTATS FINANCIERS DE CLEMESSY SA

Tableau des résultats financiers en € et autres éléments caractéristiques de la société au cours des cinq derniers exercices

Nature des indications	Exercice 2005	Exercice 2006	Exercice 2007	Exercice 2008	Exercice 2009
Capital en fin d'exercice					
Capital social	19 281 029	19 281 029	19 281 029	19 281 029	19 281 029
Nombre d'actions ordinaires existantes	1 264 751	1 264 751	1 264 751	1 264 751	1 264 751
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes	357 165 465	376 089 908	381 795 965	430 533 552	414 087 085
Résultat avant impôts, participation des salariés, dotations aux amortissements et provisions	13 151 309	2 074 994	13 829 990	19 006 538	16 222 242
Impôt sur les bénéfices	- 343 602	22 276	163 114	258 945	1 950 128
Participation des salariés due au titre de l'exercice	0	0	0	1 336 998	1 668 928
Résultat après impôts, participation des salariés, dotations aux amortissements et provisions	9 920 306	10 111 064	7 531 164	8 766 215	9 022 583
Résultat distribué	4 502 514	4 553 104	4 553 104	5 817 855	
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et provisions	10,67	1,62	10,81	13,77	9,96
Résultat après impôts, participation des salariés, dotations aux amortissements et provisions	7,84	7,99	5,95	6,93	7,13
Dividende attribué à chaque action	3,56	3,60	3,60	4,60	
Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	3 395	3 378	3 344	3 462	3 527
Montant de la masse salariale de l'exercice	97 242 084	98 580 873	100 436 073	105 974 580	109 446 900
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité Sociale, œuvres sociales, etc)	41 424 322	42 307 350	43 412 407	45 083 973	47 214 841

Bilans comparés au 31 décembre en K€

ACTIF				
	2009		2008	
	BRUT	AMORTISSEMENTS OU PROVISIONS	NET	NET
Immobilisations incorporelles				
Logiciels et licences	12 097	11 330	767	809
Fonds commercial	975	975	0	282
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains et aménagements	2 317	435	1 882	1 791
Constructions	15 849	9 577	6 272	4 841
Installations techniques, matériel et outillage	10 690	9 120	1 570	1 458
Autres immobilisations corporelles	14 431	11 176	3 255	2 803
Immobilisations en cours	5 555		5 555	6 148
Immobilisations financières				
Participations	40 302	34 956	5 346	4 872
Autres titres immobilisés	379	343	36	33
Prêts	5 992		5 992	5 612
Autres immobilisations financières	677	260	417	501
ACTIF IMMOBILISE	109 264	78 172	31 092	29 150
Stocks et en-cours				
Matières premières et approvisionnements	3 855	401	3 454	3 781
En-cours de production	9 393		9 393	8 232
Produits intermédiaires et finis	192		192	8
Avances et acomptes versés	1 734		1 734	2 553
Créances d'exploitation				
Clients et comptes rattachés	159 957	3 230	156 727	184 493
Autres créances	85 395	253	85 142	82 956
Disponibilités	16 565		16 565	4 254
ACTIF CIRCULANT	277 091	3 884	273 207	286 277
Charges constatées d'avance	971		971	1 038
Ecart de conversion actif	7		7	40
TOTAL DE L'ACTIF	387 333	82 056	305 277	316 505

Bilans comparés au 31 décembre en K€

PASSIF		
	2009	2008
Capital social	19 281	19 281
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	1 928	1 928
Réserves réglementées	419	419
Report à nouveau	16 095	13 147
RESULTAT DE L'EXERCICE	9 023	8 766
Subventions d'investissement	39	50
Provisions réglementées	2 462	1 569
CAPITAUX PROPRES	49 247	45 160
Avances conditionnées	270	200
AUTRES FONDS PROPRES	270	200
Provisions pour risques	18 298	18 441
Provisions pour charges	1 519	1 356
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	19 817	19 797
Dettes financières		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	711	928
Emprunts et dettes financières divers	21 084	13 652
Avances et acomptes sur commandes en cours	3 269	4 727
Dettes d'exploitation		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	66 969	86 956
Dettes fiscales et sociales	70 163	70 774
Dettes diverses	7 589	10 312
DETTES	169 785	187 349
Produits constatés d'avance	66 147	63 984
Ecart de conversion passif	11	15
TOTAL DU PASSIF	305 277	316 505

Compte de résultat en K€

	2009	2008
Production vendue : Montant net du chiffre d'affaires	414 087	430 534
dont à l'exportation	40 964	52 280
Production stockée	1 345	1 847
Production immobilisée	282	425
Subventions d'exploitation	1 241	1 220
Reprises sur dépréciations et sur provisions	7 077	5 180
Transferts de charges	276	387
Autres produits	268	184
PRODUITS D'EXPLOITATION	424 576	439 777
Consommations de l'exercice en provenance de tiers	226 841	249 350
Achats stockés de matières premières et autres approvisionnements	92 814	
Variation des stocks d'approvisionnements	185	
Achats de sous-traitance	58 961	
Achats non stockés de matières et fournitures	7 736	
Services extérieurs		
personnel extérieur	18 422	
loyers en crédit-bail	268	
autres	48 455	
Impôts, taxes et versements assimilés	9 434	9 283
Sur rémunérations	5 078	
Autres	4 356	
Charges de personnel	159 075	153 730
Salaires et traitements	111 860	
Charges sociales	47 215	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	13 763	10 649
Sur immobilisations : dotations aux amortissements et provisions	3 460	
Sur actif circulant : dépréciations	2 614	
Pour risques et charges : dotations aux provisions	7 689	
Autres charges	461	432
CHARGES D'EXPLOITATION	409 574	423 444
RESULTAT D'EXPLOITATION	15 002	16 333
Bénéfice attribué	412	370
Perte supportée		
QUOTE-PART SUR OPERATIONS EN COMMUN	412	370

Compte de résultat en K€

	2009	2008
Produits financiers de participations	814	399
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	3	4
Autres intérêts et produits assimilés	2 159	2 378
Reprises sur dépréciations et sur provisions et transferts de charges	2 533	1 346
Différences positives de change	468	330
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		4
PRODUITS FINANCIERS	5 977	4 461
Dotations financières aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	2 668	6 609
Intérêts et charges assimilées	2 200	3 010
Différences négatives de change	321	316
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
CHARGES FINANCIERES	5 189	9 935
RESULTAT FINANCIER	788	-5 474
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	16 202	11 229
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1 130	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	111	104
Produits de cessions d'éléments d'actif	100	
Subventions d'investissements virées au résultat	11	
Autres produits exceptionnels		
Reprises sur provisions et transferts de charges	4 625	2 840
PRODUITS EXCEPTIONNELS	5 866	2 944
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	8 025	2 978
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	16	80
Valeur nette comptable des éléments d'actif cédés	16	
Autres charges exceptionnelles		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions	1 385	753
Dotations aux provisions réglementées	1 367	
Dotations aux amortissements et aux provisions	18	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	9 426	3 811
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-3 560	-867
Participation des salariés	1 669	1 337
Impôt sur les bénéfices	1 950	259
TOTAL DES PRODUITS	436 831	447 552
TOTAL DES CHARGES	427 808	438 786
BENEFICE OU PERTE DE L'EXERCICE	9 023	8 766

Tableau de financement en K€

RESSOURCES	2009	2008
Marge brute d'autofinancement de l'exercice		
Résultat net	9 023	8 766
Dotations aux amortissements	3 178	2 967
Amortissements complémentaires sur immobilisations détruites	18	135
Provisions pour investissements	668	
Dépréciations d'éléments incorporels	282	
Dépréciations d'éléments financiers	-1 288	1 434
Provisions pour risques et charges	-501	4 953
Subventions virées à résultat	-11	-13
Amortissements dérogatoires	201	227
Provision pour hausse des prix	15	21
	11 585	18 490
Plus ou moins-values nettes	-84	-10
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT	11 501	18 480
Cessions ou réductions d'éléments de l'actif immobilisé		
Cessions d'immobilisations incorporelles		
Cessions d'immobilisations corporelles	100	17
Cessions ou réductions d'immobilisations financières	1 181	1 133
Augmentation des capitaux propres		
Augmentation de capital		
Prime d'émission		
Augmentation des autres fonds propres		
Subventions d'équipements		
Avances conditionnées	70	200
Participation liée aux TUP	10	
Intérêts sur participation	2	
Provisions, amortissements et dépréciations liés aux T.U.P.		
Amortissements dérogatoires	9	
Provisions pour risques et charges	521	59
Amortissements	376	19
Dépréciations immobilisations incorporelles	24	
Dépréciations de titres		2 512
Augmentation des dettes financières		
Avances en comptes courants		
Autres prêteurs		
TOTAL DES RESSOURCES	13 794	22 420
EMPLOIS	2009	2008
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice	5 818	4 553
Acquisitions, augmentations d'éléments d'actif immobilisé		
Immobilisations incorporelles	453	799
Immobilisations corporelles	5 204	5 358
Immobilisations financières	665	3 886
Immobilisations en cours et avances	-593	1 720
Remboursement de dettes financières		
Etablissements de crédit		
Autres prêteurs	2	27
Variation des intérêts courus		
TOTAL DES EMPLOIS	11 549	16 343
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL	2 245	6 077

1. PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1.1 PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les comptes annuels sont établis conformément aux normes définies par le Plan Comptable Général 1999, la loi du 30 avril 1983 et le décret du 29 novembre 1983.

Les notes ci-après font partie intégrante des comptes annuels. Les montants sont exprimés en K€.

1.2 MÉTHODES D'ÉVALUATION DES DIFFÉRENTS POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RÉSULTAT

> Immobilisations incorporelles et corporelles

L'amortissement économique des immobilisations situées en France est établi selon le mode linéaire sauf lorsque les circonstances d'utilisation conduisent à retenir un mode dégressif. Les principales durées d'utilisation sont les suivantes :

- licences informatiques : 5 ans linéaire
- autres logiciels : 1 à 5 ans linéaire
- agencements et aménagements des terrains et constructions : 8 ans linéaire
- constructions affectées aux opérations professionnelles : 20 ans linéaire
- installations techniques, matériel et outillage industriels : 5 ans linéaire
- matériel de transport : 5 ans linéaire
- matériel et mobilier de bureau : 8 ans linéaire
- matériel informatique : 4 ans linéaire

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production, à l'exception de celles acquises avant le 31 décembre 1976 qui ont fait l'objet de la réévaluation légale. Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composants significatifs ayant des durées d'utilisation différentes, ces derniers font l'objet d'un plan d'amortissement séparé pour chaque composant.

Les immobilisations implantées à l'étranger sont amorties linéairement en fonction de la durée du chantier, sur un minimum de deux ans.

> Immobilisations financières

Les titres de participation sont dépréciés au bilan si leur valeur d'utilité est inférieure à la valeur comptable.

La valeur d'utilité est déterminée notamment en tenant compte de la quote-part de la situation nette des filiales, des perspectives de rentabilité et des éléments de prix retenus lors de transactions récentes.

> Stocks de matières premières et fournitures

Les stocks de matières premières et fournitures sont évalués suivant le coût moyen pondéré ; le coût d'acquisition comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les matières et fournitures dont les possibilités d'écoulement se trouvent limitées ont fait l'objet d'une dépréciation à concurrence de 50 % ou de 100 % de leur valeur comptable

si aucun mouvement n'a été comptabilisé pendant l'exercice social ou depuis deux ans.

> Créances litigieuses

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale toutes taxes comprises et donnent lieu à la comptabilisation d'une dépréciation en diminution des créances lorsque le recouvrement est incertain.

> Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont inscrites au bilan pour leur valeur d'acquisition et font l'objet d'une dépréciation dès lors que la valeur d'inventaire lui est inférieure. Au 31 décembre 2009, il n'y a pas de valeurs mobilières de placement.

> Gestion centralisée de trésorerie

Les comptes bancaires des filiales sont remis à zéro quotidiennement et remontés à CLEMESSY. Ils figurent au bilan de la société au travers de comptes courants de trésorerie. En outre, CLEMESSY, filiale de EIFFAGE depuis décembre 2008, est rattachée à un pivot de trésorerie avec la société FINANCIERE LABORDE.

> Provisions pour pertes à terminaison

Les affaires qui paraissent devoir dégager une perte à terminaison font l'objet d'une provision. Le coût des projets inclut les charges directes telles que la main-d'œuvre, les études, les matières, la sous-traitance et les frais de transport et une quote-part des frais indirects de production. Les travaux supplémentaires et les réclamations des clients ne sont pris en compte dans l'évaluation du résultat prévisionnel de l'affaire que lorsqu'ils font l'objet d'un engagement du client.

> Provisions pour garanties

Sauf cas particuliers donnant lieu à l'établissement d'une provision pour garantie individuelle comptabilisée par projet, la provision pour garantie donnée aux clients est évaluée statistiquement sur la base des coûts réels de garantie comptabilisés au cours de l'exercice et rapportés au chiffre d'affaires de l'exercice précédent.

Le coefficient statistique obtenu est appliqué sur le chiffre d'affaires de l'exercice en cours.

> Méthode de conversion des créances et dettes en devises

Les créances et dettes en monnaie étrangère sont converties et comptabilisées en euros sur la base du cours du jour de l'enregistrement des factures. A la fin de l'exercice, les écarts de conversion ne sont pas significatifs.

> Méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires sur contrats est exprimé selon la méthode de l'avancement des travaux. Le coefficient d'avancement est déterminé en ramenant le coût de production réalisé sur le coût de production prévu à fin d'affaires. Cependant, compte tenu de la difficulté d'estimation des résultats à terminaison des chantiers de taille peu significative (inférieurs à 60 K€), le chiffre d'affaires appréhendé sur ces chantiers correspond aux coûts engagés.

> Opérations faites en commun

Les résultats concernant les opérations réalisées dans le cadre de sociétés en participation figurent sous la rubrique du compte de résultat «quote-part sur opérations en commun». Ils sont exprimés selon la méthode de l'avancement des travaux. Les comptes des sociétés en participation dont CLEMESSY est pilote sont intégrés dans ceux de CLEMESSY SA par intégration proportionnelle.

> Indemnités de fin de carrière et régime de retraite complémentaire

Les obligations non couvertes par des assurances ne sont pas comptabilisées. Elles font l'objet d'évaluations actuarielles et sont portées dans les engagements hors bilan.

2. FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Avec une diminution de 4,2 %, la production de l'exercice atteint 415 714 K€ contre 432 806 K€ un an plus tôt. Le résultat d'exploitation confirme ce ralentissement économique avec 15 414 K€ en 2009, à comparer aux 16 703 K€ obtenus en 2008 (-7,7 %).

Deux sociétés du Groupe CLEMESSY ont fait l'objet d'une fusion par Transmission Universelle de leur Patrimoine (TUP) :

- la société CATHALA dont la TUP, réalisée le 1er février 2009, a entraîné une annulation de titres de 200 K€ et un mali de fusion de 209 K€,

- la société PETILLOT dont la TUP, réalisée le 1er mai 2009, a entraîné une annulation de titres de 767 K€ et un mali de fusion de 1 228 K€.

Les mali de fusions ont été comptabilisés en charges financières.

Compte tenu de la situation nette fortement dégradée de sa filiale SEH, CLEMESSY SA a décidé de lui octroyer une subvention de 7 563 K€. Celle-ci, enregistrée en résultat exceptionnel, est compensée partiellement par une reprise de provision pour risques à hauteur de 4 143 K€.

L'annulation du crédit-bail relatif au financement de la construction C4 à Mulhouse et la cession de ce même bâtiment ont généré un profit de 743 K€, représenté par le versement, par l'organisme financier, d'une indemnité de résiliation de 1 130 K€ sous déduction du montant du capital restant dû de 387 K€. Le terrain a été vendu pour 90 K€.

Les résultats de l'exercice permettent la distribution aux salariés de la société, en 2010, d'une somme de 3 711 K€ (contre 3 668 K€ en 2009) répartie comme suit :

- intéressement : 2 042 K€
- participation : 1 669 K€.

3. NOTES SUR LE BILAN

3.1 MOUVEMENTS AYANT AFFECTÉ LES POSTES DE L'ACTIF IMMOBILISÉ

> Immobilisations incorporelles (en valeurs brutes)

	En début d'exercice	Entrées TUP	Entrées	Sorties	En fin d'exercice
Licences	330	1	4	143	192
Logiciels *	11 561	10	414	80	11 905
Fonds de commerce	950	24			974
Autres immobilisations	0				0
Total	12 841	35	418	223	13 071
* dont générés en interne	6 767				6 767

Les licences sont amorties sur leur durée probable d'utilisation, déterminée lors de leur concession.

> Immobilisations corporelles (en valeurs brutes)

	En début d'exercice	Entrées TUP	Entrées	Sorties	En fin d'exercice
Terrains et aménagements	2 217		127	27	2 317
Constructions sur sol propre	5 091		1 169	290	5 970
Aménagements constructions	10 110		1 138	1 369	9 879
Installations techniques	10 066	164	764	304	10 690
Agencements divers	2 069	441	215	40	2 685
Matériel de transport	314	23		31	306
Matériel de bureau, informatique	5 495	71	892	297	6 161
Mobilier bureau et atelier	5 200	16	183	120	5 279
Immobilisations en cours	6 148		3 411	4 004	5 555
Total	46 710	715	7 899	6 482	48 842

> Immobilisations financières (en valeurs brutes)

	En début d'exercice	Entrées/Sorties TUP	Entrées	Sorties	En fin d'exercice
Participat et créances rattachées	41 124	-822			40 302
Autres titres immobilisés	379				379
Prêts, autres immobilisations	6 362	3	518	214	6 669
Total	47 865	-819	518	214	47 350

> Amortissements des immobilisations incorporelles

	En début d'exercice	Entrées TUP	Dotations	Sorties	En fin d'exercice
Licences	306	1	14	143	178
Logiciels	10 776	9	447	80	11 152
Fonds de commerce	668				668
Autres immobilisations	0				0
Total	11 750	10	461	223	11 998
dont dotation linéaire			106		
dont dotation dégressive			355		
dont dotation exceptionnelle					

> Amortissements des immobilisations corporelles

	En début d'exercice	Entrées TUP	Dotations	Sorties	En fin d'exercice
Terrains et aménagements	426		25	16	435
Constructions sur sol propre	2 919		274	289	2 904
Aménagements constructions	7 440		601	1 368	6 673
Installations techniques	8 608	133	673	295	9 119
Agencements divers	1 313	147	208	40	1 628
Matériel de transport	190	18	38	29	217
Matériel de bureau, informatique	4 024	58	766	289	4 559
Mobilier bureau et atelier	4 749	9	132	118	4 772
Total	29 669	365	2 717	2 444	30 307
dont dotation linéaire			1 100		
dont dotation dégressive			1 599		
dont dotation exceptionnelle			18		

3.2 MOUVEMENTS AYANT AFFECTÉ LES PROVISIONS

> Provisions réglementées

Elles comprennent notamment :

- les amortissements dérogatoires appliqués sur les logiciels

Pour les autres immobilisations, les amortissements dérogatoires correspondent à l'écart entre l'amortissement dégressif et l'amortissement linéaire.

- la provision pour hausse de prix, dotée selon les règles fiscales en vigueur, au maximum des possibilités

- la provision pour investissement, égale à 50 % de la différence entre le calcul de la participation des salariés selon la formule prévue dans l'accord dérogatoire et celui issu de la formule légale.

	En début d'exercice	Entrées TUP	Dotations	Reprises avec objet	Reprises sans objet	En fin d'exercice
Pour investissements			669			669
Pour hausse des prix	179		25	10		194
Amortissements dérogatoires	1 374	9	673	473		1 583
Plus-values réinvesties	16					16
Total	1 569	9	1 367	483	0	2 462

> Provisions pour risques et charges

	En début d'exercice	Entrées TUP	Dotations	Reprises avec objet	Reprises sans objet	En fin d'exercice
Litiges	3 037		2 686	1 326		4 397
Garanties données aux clients	124	10	44	101		77
Amendes et pénalités	0					0
Risques sur chantiers	6 678	460	3 459	3 135		7 462
Pertes de change	40		7	40		7
Assurances RC	2 616		1 287		695	3 208
Autres provisions pour risques *	5 946	24	1 713	4 536		3 147
Prestations à fournir	26		39	26		39
Remise en état des sites	111					111
Autres provisions pour charges	1 219	27	123			1 369
Total	19 797	521	9 358	9 164	695	19 817
* dont provisions pour risques filiales :						
France Réseaux	348		697			1 045
S.E.H.	4 143			4 143		0
Fontanié	657		56			713
Pétillot	341			341		0
Cathala	45			45		0
CleMESSY Maroc	212		870			1 082
Game Ingénierie			40			40
Total	5 746	0	1 663	4 529	0	2 880

> Dépréciations

	En début d'exercice	Entrées TUP	Dotations	Reprises	En fin d'exercice
D'immobilisations incorporelles		24	282		306
D'immobilisations financières	36 847		819	2 107	35 559
De stocks et d'en-cours	259		401	259	401
De comptes clients	2 441	81	2 213	1 505	3 230
De comptes courants	55		179		234
D'autres créances	41			22	19
Total	39 643	105	3 894	3 893	39 749
TOTAL GENERAL	61 009	635	14 619	14 235	62 028
dont dotations et reprises :					
d'exploitation			10 584	7 077	
financières			2 668	2 533	
exceptionnelles			1 367	4 625	

3.3 ECHÉANCIER DES DETTES ET DES CRÉANCES

L'état des échéances des créances de l'actif immobilisé se résume comme suit :

> Echancier des créances

	A moins d'un an d'échéance	A plus d'un an d'échéance
Autres immobilisations financières		677
Prêts	68	5 924

> Echancier des dettes

	A moins d'un an d'échéance	A plus d'un an d'échéance
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	711	
Emprunts et dettes financiers divers	21 041	313

Les échéances des créances de l'actif circulant sont à moins d'un an.

Toutes les autres dettes ont une échéance à moins d'un an.

3.4 PRODUITS À RECEVOIR

Créances clients et comptes rattachés	46 676
Autres créances	2 357
Créances diverses	20
Comptes courants	25
Valeurs mobilières de placement	

3.5 CHARGES À PAYER

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	24
Fournisseurs et comptes rattachés	24 688
Dettes fiscales et sociales	29 410
Dettes d'exploitation, autres dettes	6 908
Dettes diverses, autres dettes	3

3.6 CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

Exploitation	971
Financier	
Exceptionnel	

3.7 PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

Exploitation	66 147
Financier	
Exceptionnel	

3.8 COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

A la clôture de l'exercice, la répartition du capital de la société est la suivante :

Détenteurs	Nombre d'actions	% de détention
EIFFAGE S.A.	1 263 020	99,86 %
Personnes physiques	1 731	0,14 %
	1 264 751	100,00 %

3.9 MOUVEMENTS RELATIFS AUX CAPITAUX PROPRES

	31/12/09	31/12/08	Variation	
			+	-
Capital social	19 281	19 281		
Réserve légale	1 928	1 928		
Réserve facultative	419	419		
Report à nouveau	16 095	13 147	2 948	
Résultat de l'exercice	9 023	8 766	257	
Subventions d'investissement nettes	39	50		11
Provisions réglementées	2 462	1 569	893	
TOTAL	49 247	45 160	4 098	11

Lors de l'Assemblée Générale Mixte du 22 juin 2009 statuant sur les comptes 2008, il a été décidé d'affecter le report à nouveau et le résultat 2008 de 21 913 K€ de la manière suivante :

- au report à nouveau 16 095 K€
- aux dividendes 5 818 K€

Sur les 63 K€ de subventions d'investissements versées par la Préfecture du Haut-Rhin et la région, 11 K€ ont été passés en résultat exceptionnel en 2009.

Les provisions réglementées enregistrent une augmentation de 893 K€ constituée :

- de la provision pour investissement pour 668 K€
- de la provision pour hausse de prix pour 15 K€
- des amortissements dérogatoires pour 210 K€

4. NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

4.1 VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

France	373 123	90,1 %
Exportations	40 964	9,9 %
Total	414 087	100,0 %

4.2 HONORAIRES COMMISSARIAT AUX COMPTES

	Audit légal	Missions diverses	Total
KPMG	160	3	163
Ernst & Young	160	3	163
Total CAC	320	6	326

4.3 RÉSULTAT FINANCIER

PRODUITS FINANCIERS	
Revenus des titres de participation	814
Revenus des prêts	3
Revenus des créances commerciales	51
Escomptes obtenus	3
Gains de change	468
Autres produits financiers	2 105
Reprises sur provisions financières	2 533
Total produits financiers	5 977
CHARGES FINANCIÈRES	
Intérêts court et long terme	171
Escomptes accordés	543
Pertes de change	321
Autres charges financières	1 486
Provisions financières	2 668
Total charges financières	5 189
RESULTAT FINANCIER	788

Le résultat financier de 788 K€ prend en compte entre autres :

a) les opérations entraînées par les TUP de CATHALA et de PETILLOT pour -84 K€, à savoir :

- en produits, les reprises de provisions pour risques sur situations nettes négatives :
 - > PETILLOT : 341 K€
 - > CATHALA : 45 K€

- en produits, les reprises de dépréciations de titres :
 - > PETILLOT : 767 K€
 - > CATHALA : 200 K€

- en charges, les mali de fusion :
 - > PETILLOT : 1 228 K€
 - > CATHALA : 209 K€

b) les autres provisions et reprises de provisions comptabilisées en fonction de la situation nette des sociétés :

- en produits, les reprises sur dépréciations suivantes :
 - > reprise sur dépréciation des titres CLEMESSEY I&E : 838 K€
 - > reprise sur dépréciation des titres EIS : 291 K€

- en charges, les provisions et les dépréciations suivantes :
 - > provisions pour risques sur situations nettes négatives :
 - . FRANCE RÉSEAUX : 697 K€
 - . CLEMESSEY MAROC : 870 K€
 - . FONTANIE : 56 K€
 - . GAME INGÉNIERIE : 40 K€

- > dépréciations de titres immobilisés :
 - . GAME INGÉNIERIE : 564 K€
 - . RUAULT BARON : 178 K€
 - . CLEMESSEY AUTOMATIZARE : 63 K€

- > dépréciations de comptes courants :
 - . CLEMESSEY AUTOMATIZARE : 24 K€
 - . CLEMESSEY SLOVENSKO : 155 K€

- c) les intérêts sur comptes courants :
 - reçus ou à recevoir : 2 053 K€
 - versés ou à verser : 48 K€

4.4 RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

PRODUITS EXCEPTIONNELS	
Produits de cessions d'immobilisations incorporelles	
Produits de cessions d'immobilisations corporelles	100
Produits de cessions d'immobilisations financières	
Subventions d'investissements virées à résultat	11
Autres produits exceptionnels	1 130
Reprises sur amortissements dérogatoires	473
Reprises sur provisions exceptionnelles	4 152
Total produits exceptionnels	5 866
CHARGES EXCEPTIONNELLES	
Subventions accordées	7 563
Valeur comptable des immobilisations incorporelles cédées	
Valeur comptable des immobilisations corporelles cédées	16
Valeur comptable des immobilisations financières cédées	
Autres charges exceptionnelles	462
Amortissements dérogatoires et exceptionnels	692
Provisions exceptionnelles	693
Total charges exceptionnelles	9 426
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-3 560

Le résultat exceptionnel de -3 560 K€ enregistre une subvention de 7 563 K€ octroyée par CLEMESSEY SA à sa filiale SEH en raison des capitaux propres fortement négatifs fin 2009 de celle-ci. Cette subvention est compensée en partie par une reprise de provision pour risques de 4 143 K€.

Une provision pour investissement de 668 K€ a été constituée, représentant 50 % de l'écart entre le calcul de la participation selon la formule dérogatoire et le calcul issu de la formule légale. En décembre 2009, CLEMESSEY SA a vendu son implantation C4 sise à Mulhouse financée par crédit-bail. L'opération a été réalisée moyennant le paiement par l'organisme financier d'une indemnité de résiliation de 1 130 K€ sous déduction du capital restant dû de 387 K€.

5. INFORMATIONS DIVERSES

5.1 CRÉANCES ET DETTES CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES ET LES EFFETS DE COMMERCE

	Entreprises liées	Effets de commerce
Créances		
Avances et acomptes versés		
Créances clients	4 744	2 461
Créances diverses	71 122	
Dettes		
Avances et acomptes appelés sur commandes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 719	22 503
Dettes diverses	20 991	

5.2 ENGAGEMENTS EN MATIÈRE D'INDEMNITÉS DE FIN DE CARRIÈRE ET DE RETRAITE

CLEMESSY SA procède à l'évaluation de ses engagements en matière de retraite et d'indemnités de départ pour l'ensemble de son personnel.

Cette évaluation tient compte des droits déterminés à la clôture de chaque exercice selon une méthode actuarielle prospective, qui tient compte du salaire de fin de carrière, de l'ancienneté du personnel et de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite.

Les engagements s'élèvent à 15 582 K€ fin décembre 2009. Ils comprennent :

- 1) les indemnités de fin de carrière (IFC) pour 13 412 K€
- 2) la retraite complémentaire réservée aux cadres supérieurs pour 2 170 K€

Pour l'évaluation des engagements, les hypothèses actuarielles suivantes ont été retenues :

- Taux d'actualisation : 5,00 %
- Taux d'inflation : 2,00 %
- Taux de progression des salaires : 3,00 %
- Age de départ à la retraite : 63 ans

5.3 ENGAGEMENTS FINANCIERS

Engagements donnés	
Cautions données aux organismes bancaires pour le compte de filiales et sous-filiales	13 129
Cautions données pour garanties de marchés	48 444
Cautions sur prêts accordés au personnel par des organismes tiers	13
Lettres de confort fournisseurs émises au bénéfice de certaines filiales	1 783
Contregaranties émises en faveur de certaines filiales	5 415
Engagements reçus	
Cautions fournisseurs	11 925
Contre garantie sous-traitant	797
Abandons de créances faisant l'objet d'une clause de retour à meilleure fortune	5 255

5.4 CRÉDIT-BAIL

Les contrats de crédit-bail ne sont pas retraités dans les comptes. Les biens ainsi financés ne figurent pas à l'actif du bilan.

Biens loués

	Valeur d'origine		Amortissements		Valeur nette comptable
	antérieurs	exercice	Total		
Immobilier	3 853	2 236	217	2 453	1 400
Mobilier				0	0
TOTAL	3 853	2 236	217	2 453	1 400
*Dont contrats arrivés à terme ou soldés dans l'exercice					
Immobilier	1 871	1 139	133	1 272	599
Mobilier				0	0

Redevances

	Redevances payées			Reste à payer	Valeur résiduelle
	antérieures	exercice	Total		
Immobilier	3 507	655	4 162	391	0
Mobilier			0		
TOTAL	3 507	655	4 162	391	0
Dont à moins d'un an					
de un à cinq ans					
à plus de cinq ans					
*Dont contrats arrivés à terme ou soldés dans l'exercice					
Immobilier	1 687	565	2 252	0	
Mobilier			0		

5.5 EFFECTIF MOYEN

L'effectif se compose de 715 cadres et de 2812 autres salariés, plus 426 personnes mises à disposition de l'entreprise.

5.6 DROIT INDIVIDUEL À LA FORMATION

Depuis le 1er janvier 2005, chaque salarié bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminée de droit privé bénéficie d'un droit individuel à la formation d'une durée de 20 heures minimum par an, cumulable sur une période de 6 ans, et plafonné à 120 heures.

Les salariés ont acquis, durant l'exercice 2009, 67 589 heures de droits à la formation (DIF).

Au 31 décembre 2009, la totalité de leurs droits s'élèvent à 321 526 heures.

4 982 heures ont été prises dans le cadre du DIF.

Conformément à l'avis du CNC n°2004-F du 13 octobre 2004, aucune obligation n'est constatée dans les comptes, sauf les cas prévus par l'avis (désaccord, licenciement ou démission). Les coûts encourus par les formations entrant dans ce cadre contractuel sont directement passés en charges.

5.7 RÉMUNÉRATION DES ORGANES DE DIRECTION

Conformément à la règle existant dans le Groupe EIFFAGE, le Conseil d'Administration n'a pas décidé le versement de jetons de présence.

5.8 RÉPARTITION DU MONTANT GLOBAL DES IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Résultat avant impôt	Résultat avant IS	Ecart sur bases imposables	Résultat imposable	Participation	Impôt théorique	Impôt réel*	Résultat net théorique	Résultat net comptable
	1	2	3=1+2	4	5	6	7=1-4-5	8=1-4-6
Résultat courant	16 202	-2 978	13 224	1 669	4 408	4 594	10 125	9 939
Résultat exceptionnel	-3 560	-4 373	-7 933		-2 644	-2 644	-916	-916
Total	12 642	-7 351	5 291	1 669	1 764	1 950	9 209	9 023

* comprend 2 089 K€ d'impôt France sur les sociétés, 263 K€ d'impôt étranger, 242 K€ de crédit d'impôt apprentissage, 150 K€ de crédit d'impôt recherche et 10 K€ de réduction impôt mécénat.

5.9 ACCROISSEMENT ET ALLÈGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPÔT

Sont à ajouter aux bases d'imposition des années à venir :

- les plus-values réinvesties sur terrains	16
- les amortissements dérogatoires et provisions réglementées	2 446
- les subventions d'investissement reçues	40
	(b) 2 502

Sont à déduire des bases d'imposition des années à venir :

> les provisions et dépréciations non déductibles lors de leur comptabilisation	46 415
- dépréciations de titres	35 549
- provisions pour risques chantiers	7 462
- provisions pour risques financiers	2 880
- provisions pour reste à faire	0
- dépréciations de créances litigieuses	3
- autres provisions pour risques et dépréciations	521
> la contribution sociale solidarité	665
> les déficits reportables nés pendant l'intégration fiscale	0
> la provision pour participation des salariés	1 669
> les écarts de conversion passif	11
	(a) 48 760
Soit un allègement de la dette future d'impôt de (a-b) x 33 1/3 %	15 419

5.10 CONTRÔLE FISCAL

Opéré par la Direction des Vérifications Nationales et Internationales (8ème Brigade de Vérifications) de Pantin, le contrôle fiscal dont a fait l'objet CLEMESSY SA depuis juillet 2008 et qui portait sur les exercices 2005, 2006 et 2007 est terminé.

Les rectifications effectuées sur les résultats des exercices concernés atteignent, en matière de bases à l'impôt sur les sociétés, 4 005 K€. Compte tenu des reports déficitaires, l'impôt sur les sociétés à payer s'élève à 287 K€ auquel s'ajoutent 14 K€ d'intérêts de retard.

En ce qui concerne la TVA, les droits réclamés sont de 482 K€. Ce redressement génère 23 K€ d'intérêts de retard.

5.11 INTÉGRATION FISCALE

CLEMESSY SA est intégrée fiscalement dans le Groupe EIFFAGE depuis le 1er janvier 2009.

La convention fiscale est celle de la neutralité au regard de la charge d'impôt : CLEMESSY SA supporte et constate en comptabilité la seule charge d'impôt qui aurait été la sienne en l'absence d'intégration.

En cas de sortie du Groupe, les déficits réalisés pendant la période d'intégration restent définitivement acquis à EIFFAGE.

5.12 CONSOLIDATION

Les comptes de CLEMESSY SA sont consolidés par intégration globale dans ceux de la société EIFFAGE sise 163 Quai du Docteur Dervaux - 92600 Asnières-Sur-Seine.

Une consolidation est également réalisée au niveau du Groupe CLEMESSY, CLEMESSY SA en étant la société consolidante.

LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Sociétés	Capital	Capitaux propres autre que le capital	% détenu dans le capital	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et Avances consentis	Cautions Lettres de garanties fournies	CAHT dernier exercice	Résultat dernier exercice	Dividende encaissé	Date arrêté exercice
				Brute	Nette						
	K€	K€		K€	K€	K€	K€	K€	K€	K€	
I. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONCERNANT LES PARTICIPATIONS DONT LA VALEUR BRUTE COMPTABLE EXCÈDE 1 % DU CAPITAL											
A. Filiales (50 % au moins du capital détenu par la société)											
Françaises											
JAVEL S.A.S. Montpellier	250	52	100%	2 322	302			50	9		31.12.09
FONTANIE S.A.S. Toulouse	554	-1 267	100%	1 664	0	780		23 391	- 582		31.12.09
FRANCE RESEAUX S.A.S. Mulhouse	50	-1 095	100%	823	0	2 146		4 857	-798		31.12.09
E.M.C.S. S.A.S. Mulhouse	305	319	100%	305	305	882		7 913	-358		31.12.09
GAME INGENIERIE S.A.S. Ormy	2 000	-2 040	100%	20 561	0			23 576	-1 135		31.12.09
EIS S.A.S. St Paul lez Durance	37	1 135	100%	4 381	1 172	20		12 887	471	275	31.12.09
RUAULT BARON S.A.S. Lorient	210	42	100%	460	252			2 160	-237		31.12.09
S.E.H. S.A.S. Chanteloup les Vignes	770	-770	100%	2 500	0	6 194	419	4 677	5 982		31.12.09
Etrangères											
CLEMESSY I&E GMBH Allemagne	5 185	-2 883	100%	5 226	2 302	2		842	825		31.12.09
CY SWITZERLAND AG Suisse	270	37	100%	253	253		1 110	3 283	0		31.12.09
B. Participations (entre 10 et 50 % du capital détenu par la société)											
Françaises											
CLEMESSY TELECOM SAS Mulhouse	115	954	49%	469	469			8 809	316	159	31.12.09
Etrangères											
II. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES FILIALES OU PARTICIPATIONS DONT LA VALEUR BRUTE COMPTABLE N'EXCÈDE PAS 1 % DU CAPITAL											
A. Filiales non reprises au paragraphe I.											
Sociétés françaises				189	185	0	0				
Sociétés étrangères				1 113	70	506	4 411				
B. Participations non reprises au paragraphe I.											
Sociétés françaises				0	0	0	0				
Sociétés étrangères				35	35	0	0				

Remarque : le capital et les capitaux propres autres que le capital, le chiffre d'affaires et le résultat net de CLEMESSY SWITZERLAND sont convertis au cours du 31/12/09 suivant :
1 EUR = 1,4836 CHF

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2009

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009 sur :

- > le contrôle des comptes consolidés de la société CLEMESSY SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- > la justification de nos appréciations ;
- > la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé sous les paragraphes 3 - note 3.11 « Impôts différés » et 5 - note 14 « Impôts différés par résultat » de l'annexe aux états financiers consolidés relatif à la reconnaissance des impôts différés actifs.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

> Comme indiqué dans le paragraphe 3.2 « Méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires » de l'annexe aux comptes consolidés, CLEMESSY comptabilise son chiffre d'affaires et son résultat selon la méthode de l'avancement. Cette méthode implique l'utilisation par la direction d'estimations, en particulier dans la détermination du résultat prévisionnel de chaque contrat. Nos travaux ont consisté à prendre connaissance des processus mis en place par la société pour apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations.

> CLEMESSY procède systématiquement, chaque année, à un test de perte de valeur des écarts d'acquisition, selon les modalités décrites dans le paragraphe 3.7 de l'annexe aux comptes consolidés. Nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des hypothèses retenues pour la réalisation de ces tests et des évaluations qui en résultent.

> Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné les modalités de comptabilisation des créances d'impôts différés actifs et nous nous sommes assurés que les notes 3.11 du § 3 et 14 du § 5 fournissent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au Groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris La Défense, le 26 mars 2010

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Philippe Mathis
Associé

Les Commissaires aux Comptes

Strasbourg, le 26 mars 2010

ERNST & YOUNG Audit

Daniel Noël
Associé

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- > le contrôle des comptes annuels de la société CLEMESSY SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- > la justification de nos appréciations ;
- > les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme indiqué dans les notes «Provisions pour pertes à terminaison» et «Méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires» du paragraphe 1.2 de l'annexe aux comptes annuels, votre société comptabilise son chiffre d'affaires et son résultat suivant la méthode de l'avancement.

Cette méthode implique l'utilisation par la direction d'estimations, en particulier dans la détermination du résultat prévisionnel de chaque contrat. Nos travaux ont consisté à prendre connaissance des processus mis en place par la société pour apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations.

Les modalités de détermination de la valeur d'utilité des titres de participation et des éventuelles provisions y afférents sont présentées dans le paragraphe 1.2 de l'annexe des comptes annuels. Dans la cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des hypothèses retenues et des évaluations qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Les Commissaires aux Comptes

Paris La Défense, le 26 mars 2010

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Philippe Mathis
Associé

Strasbourg, le 26 mars 2010

ERNST & YOUNG Audit

Daniel Noël
Associé

RÉSOLUTIONS À CARACTÈRE ORDINAIRE

PREMIÈRE RÉSOLUTION APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX DE CLEMESSY SA

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance :

- . du Rapport de Gestion sur l'exercice clos le 31 décembre 2009
- . des Rapports des Commissaires aux Comptes
- . des comptes annuels de la Société, compte de résultat, bilan et annexe

- approuve le bilan et les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2009 dans toutes leurs parties, tels qu'ils sont présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou mentionnées dans ces rapports,

- fixe le résultat de l'exercice à 9 022 582,65 €.

DEUXIÈME RÉSOLUTION APPROBATION DES COMPTES CONSOLIDÉS

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance :

- . du Rapport de Gestion sur l'exercice clos le 31 décembre 2009
- . des Rapports des Commissaires aux Comptes
- . des comptes consolidés du Groupe

approuve lesdits comptes consolidés arrêtés à la date du 31 décembre 2009 tels qu'ils ont été présentés.

TROISIÈME RÉSOLUTION CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Après avoir entendu la lecture du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées par l'article L. 225-38 du Code de Commerce, l'Assemblée Générale approuve successivement dans les conditions de l'article L. 225-40 dudit Code de Commerce, chacune des conventions qui y sont mentionnées.

QUATRIÈME RÉSOLUTION AFFECTATION DU RÉSULTAT ET FIXATION DU DIVIDENDE

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration décide de répartir comme suit le résultat de l'exercice 2009 :

- Résultat net de l'exercice 2009	9 022 582,65	€
- Report à nouveau 2008	16 095 697,97	€
- Résultat à affecter	25 118 280,62	€
- Dotation à la réserve légale	0	€
- Bénéfice distribuable	25 118 280,62	€
- Dividende versé à 1 264 751 actions x 6,30 €	7 967 931,30	€
- Report à nouveau	17 150 349,32	€

Elle fixe en conséquence le dividende à 6,30 € pour chacune des actions composant le capital social et y ayant droit du fait de leur date de jouissance.

Ce dividende sera mis en paiement au plus tard dans les quinze jours suivant la date de l'Assemblée Générale.

Lorsqu'il est versé à des personnes physiques fiscalement domiciliées en France, le dividende est éligible à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158-3 2e du Code général des impôts. Une option est alors ouverte pour son assujettissement à un prélèvement forfaitaire libératoire au taux de 18 % dans les conditions prévues à l'article 117 Quater du Code général des impôts.

L'Assemblée Générale constate qu'au titre des trois derniers exercices, il a été distribué les dividendes suivants :

(en euros)	2006	2007	2008
Montant global du dividende distribué	4 553 103,60	4 553 103,60	5 817 854,60
Dividende net par action	3,60	3,60	4,60

Pour les personnes physiques bénéficiaires du dividende et résidentes fiscales en France, le dividende versé au titre des exercices 2006, 2007 et 2008 donnait droit à un abattement de 40 %.

CINQUIÈME RÉSOLUTION QUITUS

L'Assemblée Générale, donne quitus sans réserve aux Membres du Conseil d'Administration pour l'exécution de leur mandat pour l'exercice écoulé.

SIXIÈME RÉSOLUTION JETONS DE PRÉSENCE

Sur proposition du Conseil d'Administration et après avoir constaté qu'au titre de l'exercice 2009 aucun jeton de présence n'a été alloué, l'Assemblée Générale, conformément aux statuts, décide qu'il n'est plus alloué d'enveloppe de jetons de présence au Conseil d'Administration, ceci à effet rétroactif du 1er janvier 2009.

ORGANIGRAMME FINANCIER DU GROUPE CLEMESSY au 31 décembre 2009

RÉSOLUTION À CARACTÈRE EXTRAORDINAIRE

SEPTIÈME RÉSOLUTION MODIFICATION DE L'ARTICLE 16 DES STATUTS

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de modifier le 1^{er} paragraphe de l'article 16 des statuts désormais rédigé comme suit :

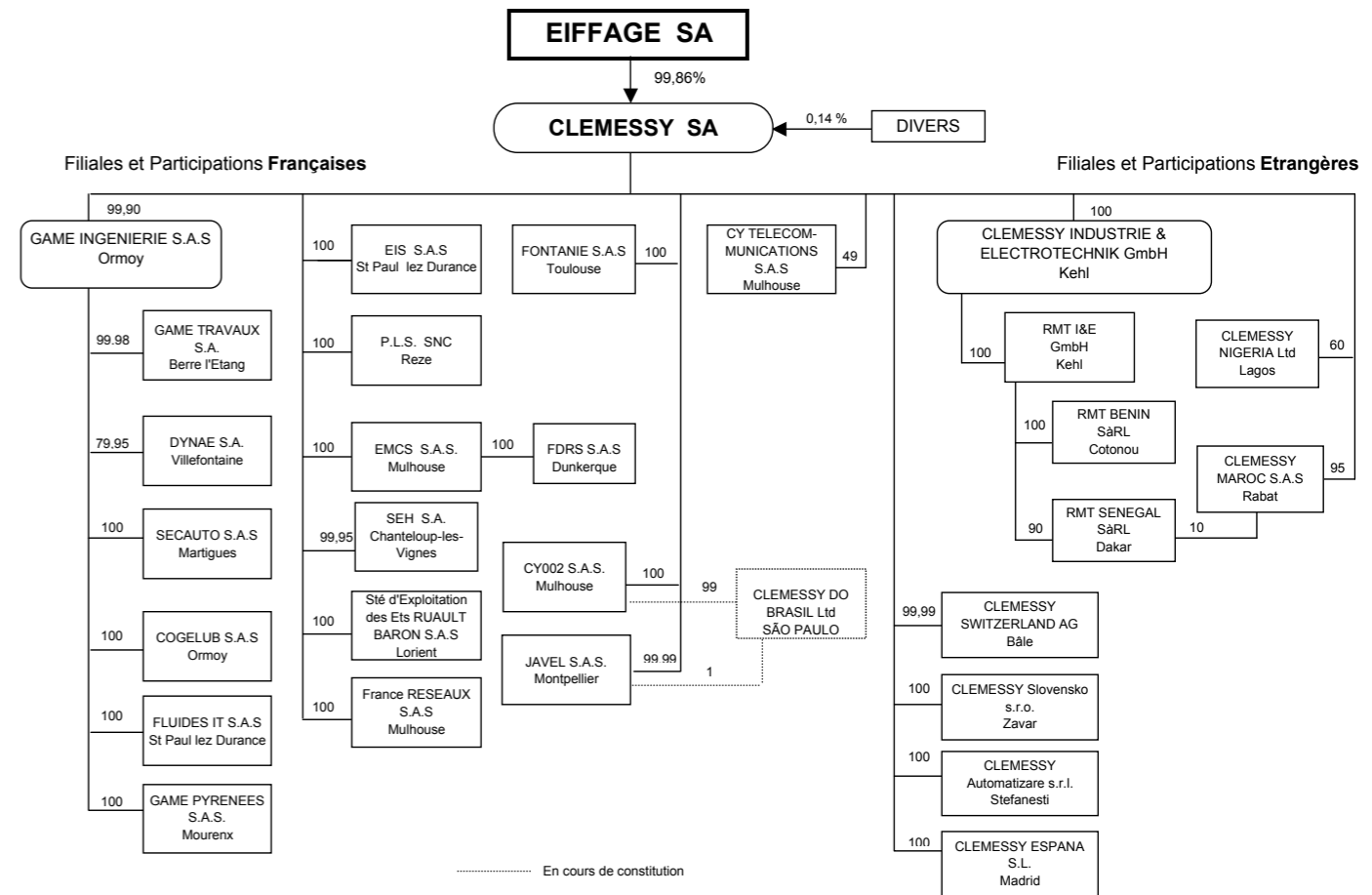
«I – Au cours de la vie sociale, les Administrateurs sont nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire. Toutefois, en cas de fusion ou de scission, la nomination peut être faite par l'Assemblée Générale Extraordinaire. La durée de leurs fonctions est de trois années. Elle prend fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit Administrateur.

Tout Administrateur sortant est rééligible sous réserve de satisfaire aux conditions du présent article. Les Administrateurs peuvent être révoqués et remplacés à tout moment par l'Assemblée Générale Ordinaire. Toute nomination intervenue en violation des dispositions précédentes est nulle, à l'exception de celles auxquelles il peut être procédé à titre provisoire.

Le premier conseil, nommé suite à l'adoption des présents statuts, sera renouvelé en entier lors de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle qui précédera la date d'expiration des fonctions des premiers Administrateurs».

HUITIÈME RÉSOLUTION POUVOIRS

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du procès-verbal de la présente Assemblée, à l'effet d'accomplir tous dépôts, publications et formalités.



FONCTIONS STATUTAIRES au 25 mars 2010

CONSEIL D'ADMINISTRATION

> Président-directeur général	Alain FRANCHI
> Administrateurs	Philippe DELMOTTE
	François MASSE
	Max ROCHE
> Secrétaire	Christian GOLDSTEIN
> Représentants des Salariés	
Collège «Cadres»	Joël HUIBAN
Collège «Techniciens»	Dominique LE MORVAN
Collège «Ouvriers & Employés»	Michel NOUVEL
Collège «Ouvriers & Employés»	Jean-Luc SEGUNDO



18 rue de Thann – BP 52499 – 68057 Mulhouse Cedex 2
Téléphone : +33 (0)3 89 32 32 32 – Télécopie : +33 (0)3 89 32 32 03

www.clemessy.com